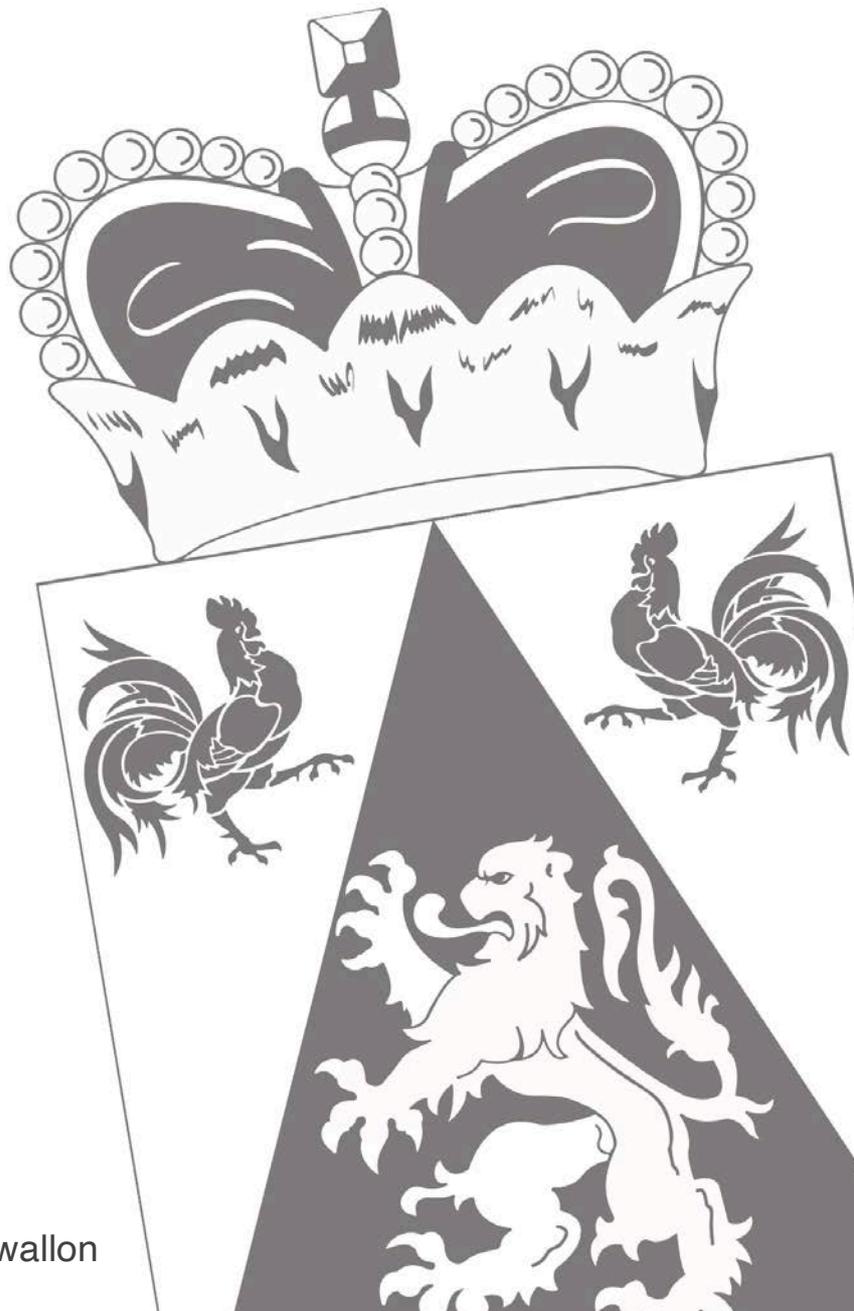


# Rapport d'activités

2019



Gilles Mahieu  
Gouverneur du Brabant wallon

## Mot du Gouverneur

Ce rapport vise à informer le Gouvernement wallon de la manière dont le gouverneur du Brabant wallon a accompli ses missions et ses projets au cours de l'année 2019.

Compte tenu que le gouverneur exerce ses missions en vertu de mandats et pouvoirs issus des différents gouvernements et comme organe provincial, il est parfois difficile de distinguer si tout ou partie d'une action relève plus de la compétence de la Région que de celle du Fédéral. C'est d'ailleurs toute l'utilité pour les Gouvernements – mais aussi pour les pouvoirs subordonnés et les citoyens - de disposer d'un commissaire de gouvernements à multiples casquettes.

Aussi, comme rien ne formalise le modèle de présentation du rapport annuel du gouverneur au Gouvernement wallon, comme les années précédentes, le rapport porte sur toutes les activités du gouverneur. Il est d'ailleurs adressé en parallèle au Gouvernement fédéral, au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au Collège provincial.

Par ailleurs, un rapport d'activités vise à évaluer l'effectivité d'une série de tâches. Au-delà de l'effectivité, le rapport intègre des commentaires et propositions pour améliorer l'efficacité ou l'efficience de certaines missions. De même, certaines informations ou constatations réalisées lors de l'accomplissement de tâches figurent en encadré dans le présent rapport.

Dans un souci de transparence, ce rapport me semble aussi destiné à être accessible au citoyen. C'est pourquoi, des illustrations et des points plus pédagogiques sont aussi présents.

### Avis au lecteur :

Afin de permettre une lecture des missions du gouverneur selon sa casquette de commissaire du Gouvernement wallon, de commissaire du Gouvernement fédéral, de commissaire du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou d'organe provincial, chaque titre de chapitre est suivi d'un

« # » qui précise la compétence principale qui s'y exerce. Si les compétences sont mixtes, plusieurs « # » figurent.

#Wal signifie que la thématique abordée relève principalement d'une compétence wallonne  
#Fed signifie que la thématique abordée relève principalement d'une compétence fédérale  
#BW signifie que la thématique fait partie des missions comme représentant du Brabant wallon

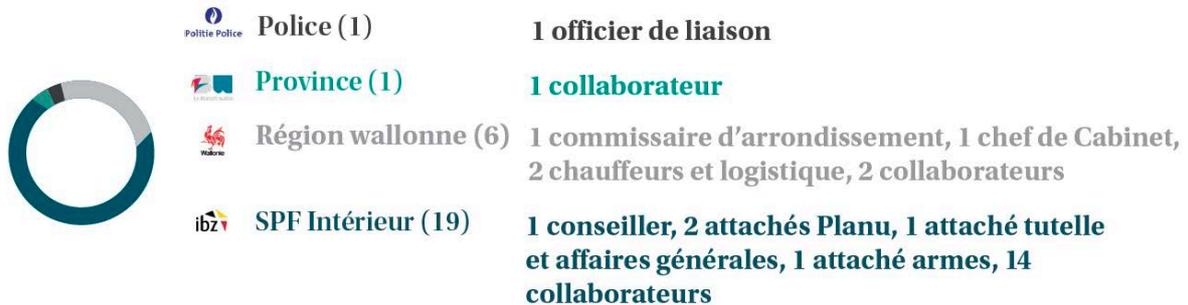
#FWB signifie que la thématique relève principalement d'une compétence de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles)

## Table des matières

<b>1. 2019 en bref.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Les priorités transversales de 2019.....</b>	<b>6</b>
2.1. Gouvernance et respect des usager .....	6
2.2. Décentralisation et proximité .....	6
2.3. La communication.....	7
<b>3. Activités en matière de sécurité .....</b>	<b>12</b>
3.1. Les priorités 2019 en matière de sécurité .....	12
3.2. Les dossiers qui se sont imposés .....	20
3.3. Le fonctionnement des instances en matière de sécurité .....	25
3.4. Autres visites et actions en matière de sécurité .....	26
3.5. Aide matérielle aux services de sécurité .....	28
<b>4. Activités administratives, d'appui et de contrôle .....</b>	<b>28</b>
4.1. Instances officielles .....	28
4.2. Instances informelles .....	29
4.3. Les élections.....	31
4.4. Tutelles .....	33
4.5. Armes.....	34
4.6. Receveurs régionaux.....	35
4.7. Explosifs .....	35
4.8. Rayonnements ionisants.....	35
4.9. Gardes champêtres particuliers.....	36
4.10. Architectes .....	36
4.11. Officines pharmaceutiques .....	36
4.12. Rallyes et courses cyclistes .....	36
4.13. Funérailles et sépultures.....	36
4.14. Titres royaux .....	37
4.15. Vérification de la caisse provinciale .....	37
4.16. Demandes diverses et relais vers d'autres services.....	38
<b>5. Activités de représentation, de réseaux et de partenariats.....</b>	<b>38</b>
5.1. Visites de terrain .....	38
5.2. Relations internationales et diplomatie.....	41
5.3. Devoir de mémoire et cérémonies patriotiques.....	44
5.4. Réceptions et relations publiques.....	45
5.5. Colloques et conférences.....	48
<b>6. Cadre et moyens .....</b>	<b>49</b>

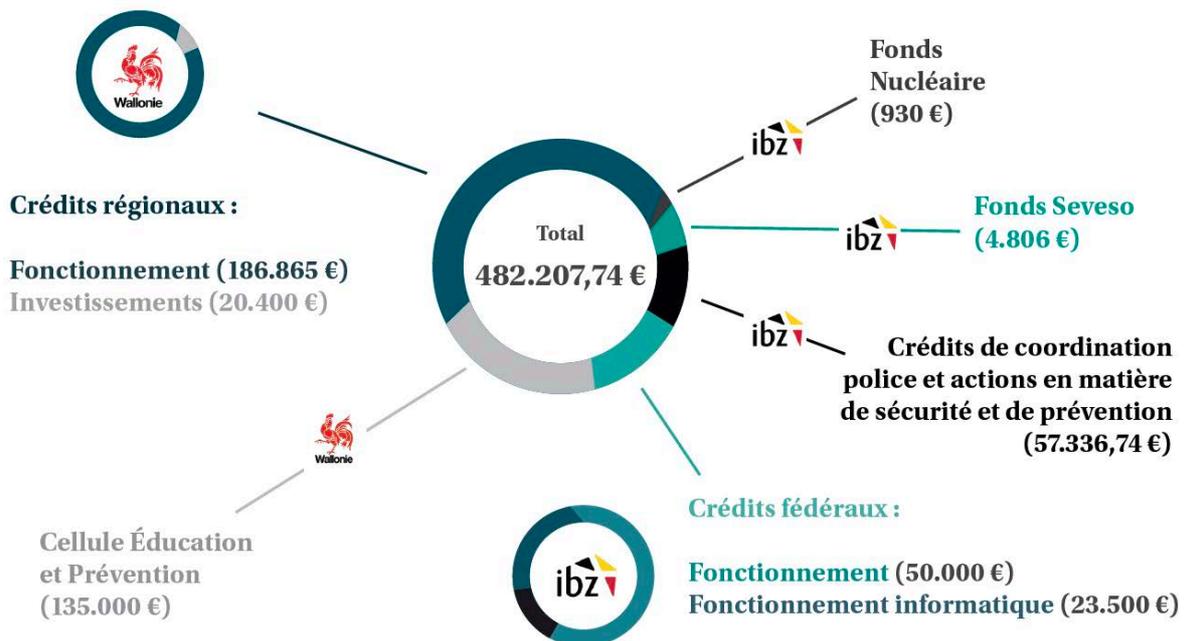
## 1. 2019 en bref

**UNE ÉQUIPE** (cabinet et services du gouverneur) **29**  : **12**  + **17** 



+ 2 policiers au sein de la Cellule d'Éducation et de Prévention  + le personnel des services de la DGO5  + appui de l'équipe du Commandement militaire de Province 

## UN BUDGET



**.bealert** 

25 / 27

communes du Brabant wallon sont inscrites à Be Alert et peuvent ainsi avertir la population par sms, mail ou message vocal en cas de situation urgente. Les citoyens sont invités à s'inscrire sur [www.be-alert.be](http://www.be-alert.be).

## GOUVEX : Le centre de crise provincial du Brabant wallon a testé son plan d'urgence



Communiqué de presse, photos et vidéo via :

<https://sway.office.com/TxADzg6kedANDt3l?ref=Link&loc=play>

Le jeudi 28 mars 2019, l'entreprise pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK) a testé son Plan Interne d'Urgence sur son site de Wavre, lors d'un exercice provincial de crise organisé et coordonné par les services fédéraux du Gouverneur du Brabant wallon, avec l'appui de la Ville de Wavre et de sa Bourgmestre. Le but est bien entendu de se préparer un maximum face à l'inattendu mais aussi d'améliorer en continu la coordination des différents services d'urgence amenés à intervenir lors d'un incident, qu'il survienne sur la voie publique ou dans un site industriel.

Plus de 400 personnes au total ont été impliquées dans l'organisation et le bon déroulement de cet exercice. Le scénario fictif du jour portait sur une collision en plein vol de deux avions impliquant le site de GSK mais aussi le site des pylônes de la RTBF avec des décès et des blessés à déplorer. Le centre d'appel téléphonique et les services d'accueil des personnes impliquées ont également pu être testés.

Les exercices de terrain d'une telle ampleur sont une mine d'or d'informations. Ils permettent de tester la cohérence des plans d'urgence au sein du Centre de Crise provincial avec un déploiement total des moyens et du personnel, mais aussi d'harmoniser ces plans avec ceux

des entreprises du Brabant wallon. C'était aussi l'occasion de tester les différents canaux de communication entre les différentes disciplines intervenantes et les autorités administratives.

- **S'informer. Se préparer. Ensemble.**

Retrouvez plus d'informations sur la préparation des citoyens face aux risques via la plateforme [www.info-risques.be](http://www.info-risques.be). En cas de crise survenant sur le territoire du Brabant wallon, suivez l'information officielle des autorités sur le site [www.crisebw.be](http://www.crisebw.be).

## 2. Les priorités transversales de 2019 #WAL #FED

### 2.1. Gouvernance et respect des usagers

Dès sa prise de fonction, les principes qui s'appliquent au gouverneur et à ses services ont été énoncés.

Il n'est pas inutile de rappeler ces obligations :

- Obligation de neutralité vis-à-vis des interlocuteurs provinciaux.
- Obligation de loyauté vis-à-vis de ses mandants, les différents gouvernements.
- Obligation de répondre aux exigences du service public que sont l'intégrité, la transparence, la rigueur et l'égalité de traitement.
- Obligation d'être prêt et préparé à décider quand il s'agit d'exercer son autorité.

Dans ce contexte, outre les contrôles exercés par les organes régionaux et fédéraux sur l'usage de nos crédits, une politique de transparence de nos actions (excepté pour ce qui est lié à l'activité policière ou de sécurité) est mise en œuvre. C'est à ce titre que, par exemple, le présent rapport est rendu public.

La fonction de commissaire des gouvernements conduit à être l'interface privilégiée entre les niveaux de pouvoir mais aussi à alerter les pouvoirs supra-locaux des difficultés rencontrées par les pouvoirs locaux.

Enfin, l'équipe du gouverneur et ses services s'engagent à répondre dans des délais les plus rapides possibles (et à accuser réception dans les trois jours) à toute demande de particuliers. De nombreuses demandes ne concernant pas les compétences du gouverneur lui sont adressées. Pour celles-ci, la pratique veut que l'on réponde en signifiant l'incompétence matérielle de nos services et que l'on tente dans la mesure du possible d'orienter correctement l'utilisateur. Le cas échéant, le département administratif concerné reçoit directement copie de la demande de l'intéressé.

### 2.2. Décentralisation et proximité #BW #WAL #FED

Dans le même état d'esprit de proximité et de réactivité, les événements organisés par le gouverneur sont, chaque fois que possible, réalisés en partenariat et surtout délocalisés par rapport à l'Hôtel du gouverneur. L'objectif étant de favoriser une relation directe avec les citoyens ou les stakeholders là où ils se trouvent.

À titre d'exemple, la Mercuriale du Gouverneur et les Vœux de la Province se sont tenus à la Ferme du Biéreau (Ottignies-LLN) en janvier 2016, à la Chapelle Musicale Reine Élisabeth (Waterloo) en janvier 2017, au Domaine provincial (Château) d'Hélécine en janvier 2018, au Palais de Plume (Ittre) en janvier 2019 et au hall culturel de La Sucrerie (Wavre) en janvier 2020.



Découvrez le discours de la mercuriale 2019, « ceci n'est pas une mercuriale », via le lien suivant : <http://www.gouverneurbw.be/actualites/pas-de-mercuriale-pour-cette-annee> .

### 2.3. La communication #BW #WAL #FED

#### Objectifs de l'amélioration de la communication

La fonction de gouverneur continue d'être trop méconnue. Or, si l'on veut asseoir une autorité et disposer d'une crédibilité suffisante à l'égard du public, particulièrement en situation de crise, il est nécessaire d'être crédible et reconnu dans l'exercice de ses compétences multiples.

Dès lors, les objectifs de la communication prévus en 2019 étaient :

- Poursuivre le développement de la pédagogie et des explications autour des missions du gouverneur.
- Renforcer le lien de confiance avec les citoyens par temps calme pour pouvoir capitaliser dessus en temps de crise.

- Améliorer l'accessibilité (se faire comprendre par tous).
- Favoriser l'efficacité du message à travers des infographies et des campagnes.
- Travailler la notoriété.
- Prévenir toute improvisation.
- Valoriser l'équipe.
- Conserver une ligne éditoriale stable et cohérente.
- Diversifier les voies de communication.

Pour ce faire, une systématisation plus importante de l'approche en communication a été menée dès 2016. Celle-ci repose plus sur un travail de l'image, la proximité, une certaine convivialité, la systématisation de la diffusion de messages préventifs, une grande réactivité et la maîtrise de la communication en situation d'urgence.

En particulier, les outils suivants sont mis en œuvre :

#### Les sites web

Début 2016 seul le site [www.crisebw.be](http://www.crisebw.be) était actif. Le site du Centre de crise provincial a été révisé et actualisé lors de chaque situation d'urgence rencontrée au niveau local ou national. Par ailleurs, il est passé en https (sécurisé), considérant qu'une partie est accessible à des partenaires.

Le site [www.gouverneurbw.be](http://www.gouverneurbw.be), lancé en 2016, a été actualisé et amélioré.

De multiples documents sont téléchargeables. Les actualités (essentiellement des messages préventifs) sont entretenues très régulièrement. Afin de renforcer son attractivité, le site web est « responsive », afin qu'il puisse être lu de manière confortable sur l'ensemble des supports : smartphone, tablette, etc.

En 2019, les modalités concernant le respect du RGPD et des mentions légales ont été revues afin de correspondre à la législation en vigueur.

#### Les réseaux sociaux

En 2015, seuls existaient un compte Twitter @Centre\_Crise\_BW (avec 1300 abonnés) et une page Facebook @crisebw avec 260 abonnés. En systématisant des messages préventifs, des messages d'urgence et des informations plus conviviales sous forme d'infographies, les comptes suivants ont continué de grandir en 2019.

Twitter @Centre\_Crise\_BW, 2.081 abonnés.

Twitter @gillesmahieu, 3.736 abonnés.

Les comptes sont certifiés.

Facebook Page @crisebw (Centre de crise BW) :

1.803 likes.

Facebook Page @gilles.mahieu (Gilles Mahieu Gouverneur du Brabant wallon), 6.785 likes.

Facebook Profil personnel

@gillesmahieu : 4.955 amis

LinkedIn Profil Gilles Mahieu Gouverneur du BW  
1001 relations et 3516 abonnés.

Instagram Profil @gillesmahieu (Gilles Mahieu Gouverneur du Brabant wallon) : 1001 abonnés. Instagram n'a pas fait partie de la stratégie de communication en 2019 mais reste un relais occasionnel.

Depuis 2018, la stratégie de publication a été légèrement modifiée de manière à augmenter la portée des messages d'actualité préventive ou d'urgence. Certains messages ont ainsi été partagés plus de 250 fois, ont atteint plus de 25.000 personnes sur Facebook ou plus de 6.000 sur Twitter.

Les publications ont régulièrement été accompagnées d'infographies afin de permettre une meilleure accessibilité des messages de prévention et ont permis le relais de campagnes initiées en collaboration avec mes services.



Aucun sponsoring ou achat de membres n'a été fait de manière à privilégier le public cible (les Brabançons wallons) qui souhaite spontanément suivre les comptes officiels. Nos publications ont été régulièrement partagées par nos partenaires (zones de police, communes, Cellule d'éducation et de prévention, etc).

Nous avons continué de développer la démarche #MSGU (médias sociaux en gestion d'urgence) en utilisant des hashtags (#) appropriés. (Sans compter le partenariat avec @VISOV1 – une association de volontaires (les Volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel)

### Campagnes

En 2019, en collaboration avec l'Administration Générale des Maisons de Justice, la Maison de Justice de Nivelles, l'arrondissement judiciaire de la Police Fédérale (Nivelles) et l'ASBL La

Touline, nous avons lancé une campagne d'information sur l'aide aux victimes en Brabant wallon qui s'adresse aux victimes et proches de victimes et aux auteurs et proches d'auteurs d'infractions pénales.



Cette campagne était axée sur la complémentarité de ces différents services de première et de seconde ligne, de leurs compétences à court, moyen et long terme. Des affiches et des brochures ont été présentées à la presse lors de la réunion d'arrondissement qui s'est tenue le 27 février 2019.

Retrouvez toutes les informations sur cette campagne via : [www.victimes.be](http://www.victimes.be)

A l'occasion de la « Safer Internet Day – together for a better internet » - *journée européenne pour un internet plus sûr* – nous avons rejoint les nombreuses initiatives en proposant une campagne à 360° sur nos canaux de communication, c'est-à-dire que les supports étaient nombreux et réfléchis en fonction du média. L'un des aspects de cette campagne était adressé aux jeunes citoyens et visait à les interpeller sur la confidentialité de leurs informations personnelles et à leur comportement en ligne en vue de sensibiliser aux dangers du cyber harcèlement. Les parents étaient aussi ciblés par la campagne pour promouvoir une cyber-hygiène familiale et le paramétrage optimal d'un point de vue sécurité sur leurs réseaux sociaux et ceux de leur(s) enfant(s).



Concrètement, ce sont 2 affiches, une brochure interactive, une vidéo stop motion et des visuels pour réseaux sociaux qui ont été partagés.

Retrouvez la campagne via : <http://www.gouverneurbw.be/actualites/safer-internet-day>

### Visibilité lors d'actualités et de visites

Les communiqués de presse ou les conférences de presse ont été diminués pour privilégier les contacts directs avec la presse lors d'actualités ou de visites de terrain. L'objectif n'est pas de tenter d'obtenir une visibilité mais bien d'avoir une vision ciblée sur des évènements en lien avec la fonction de gouverneur.

### Appui et relais

Nous relayons et appuyons dès que possible de nombreuses actions à l'initiative de nos partenaires, comme en matière de sécurité routière (Cellule d'Éducation et prévention, AWSR, campagne Bob hiver des zones de police, Gaff' à la route, ...).

En 2019, mes services ont également pris en charge la réalisation et l'impression des supports de présentation des services de l'ASBL La Touline qui vient en aide aux victimes, à leurs proches mais aussi aux auteurs et aux proches d'auteurs d'infractions pénales. La Touline est compétente pour l'arrondissement judiciaire de Nivelles.



**LA TOULINE**

## Service d'aide aux justiciables de Nivelles

La Touline propose un **accompagnement** social et/ou psychologique aux **victimes** d'infractions pénales et leurs **proches**, aux **auteurs** d'infractions pénales **incarcérés ou non** au sein des prisons d'Ittre et de Nivelles et leurs proches.

L'aide est **gratuite**, possible **avec ou sans dépôt de plainte** et dans le respect des règles de **confidentialité**.

**Arrondissement judiciaire du Brabant wallon**

### Nous contacter?

Pour plus d'informations ou fixer un rendez-vous, vous pouvez nous contacter au **067 22 03 08**, par mail à [contact@latouline.be](mailto:contact@latouline.be) ou via un **billet de rapport** à l'intérieur des **prisons d'Ittre et de Nivelles**.



### 3. Activités en matière de sécurité #FED

#### 3.1. Les priorités 2019 en matière de sécurité

##### Des Plans généraux d'urgence et d'intervention communaux (PGUIC) et des exercices pour les 27 communes

Lors de mon entrée en fonction en 2015, sur les 27 communes, seule une dizaine était en ordre de ce point de vue. Depuis quatre ans, mes services ont effectué un travail considérable pour motiver les communes à se mettre en ordre de Plan général d'urgence et d'intervention communal (PGUIC): échanges sur les bonnes pratiques, réunions avec chaque nouveau responsable de la planification d'urgence communal, aide et conseils à l'élaboration du plan d'urgence, ...

Après quatre ans, la situation est nettement améliorée puisqu'il ne reste qu'une seule commune en voie de finalisation pour 2020, 2 PGUIC sont soumis à approbation de la cellule de sécurité provinciale en 2020 sur l'ensemble des communes du Brabant wallon.

Les communes testent régulièrement leur plan. Notamment grâce à la procédure COMEX, des exercices organisés par les services du gouverneur en collaboration avec le Commandement militaire du Brabant wallon. Afin de tester leur plan d'urgence et d'intervention, les communes doivent organiser des exercices. Ceux-ci peuvent consister en de simples « chaînes d'alerte », qui permettent de vérifier les coordonnées et les réflexes en cas de situation d'urgence.



Les exercices simulant des crises demandent évidemment davantage de préparation et c'est pourquoi mes services, en collaboration avec le Commandement militaire du Brabant wallon,

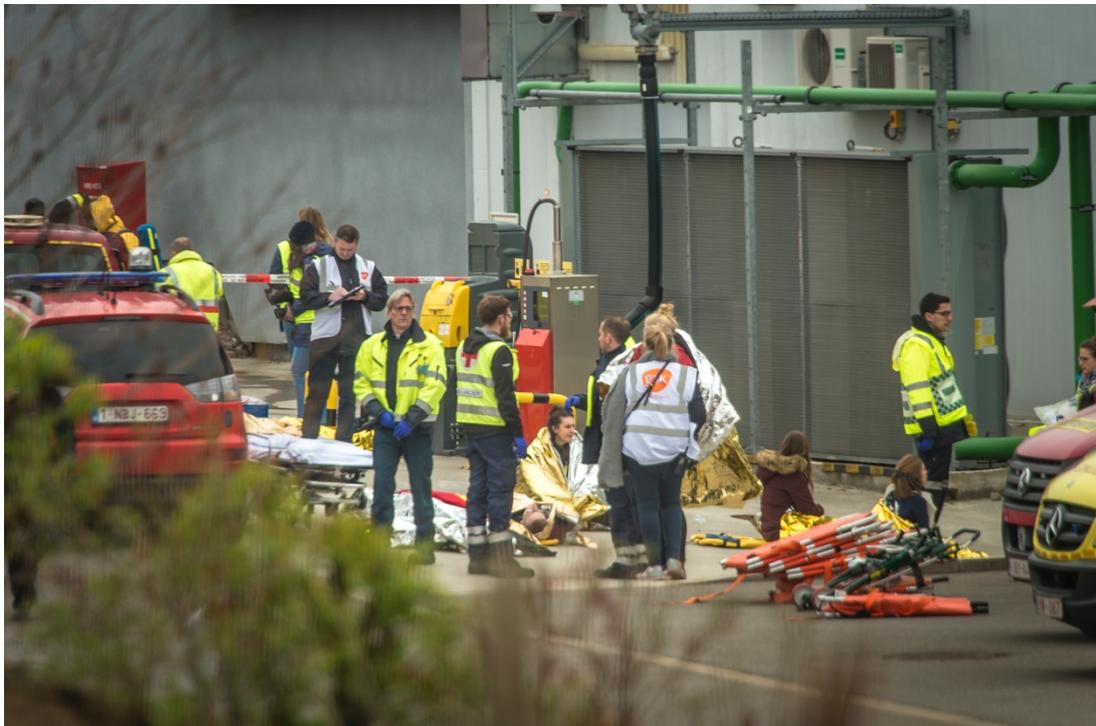
proposent aux communes de créer un scénario d'exercice, de l'animer et de les aider à s'évaluer. Ce concept a été appelé « COMEX ».

En 2019, les communes de Beauvechain (27/02), La Hulpe (22/05), Lasne (06/05), Ramillies (19/09), Incourt (02/12) et Mont-Saint-Guibert (10/12) ont réalisé un COMEX.

L'organisation pratique des COMEX sera optimisée à partir de 2020. Ce seront 9 exercices par an programmés qui feront appel à d'autres communes en observation et en renfort (sur répartition géographique dans la mesure du possible).

### Exercices provinciaux

Au total, ce ne sont pas moins de 5 exercices provinciaux qui ont été réalisés en Brabant wallon en 2019.



### **GOUVEX : Le centre de crise provincial du Brabant wallon a testé son plan d'urgence**

Communiqué de presse, photos et vidéo via :

<https://sway.office.com/TxADzg6kedANDt3l?ref=Link&loc=play>

Le jeudi 28 mars 2019, l'entreprise pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK) a testé son Plan Interne d'Urgence sur son site de Wavre, lors d'un exercice provincial de crise organisé et coordonné par les services fédéraux du Gouverneur du Brabant wallon, avec l'appui de la Ville de Wavre et de sa Bourgmestre. Le but est bien entendu de se préparer un maximum face à l'inattendu mais aussi d'améliorer en continu la coordination des différents services d'urgence amenés à intervenir lors d'un incident, qu'il survienne sur la voie publique ou dans un site industriel.

Plus de 400 personnes au total ont été impliquées dans l'organisation et le bon déroulement de cet exercice. Le scénario fictif du jour portait sur une collision en plein vol de deux aéronefs impliquant le site de GSK mais aussi le site des pylônes de la RTBF avec des décès et des blessés à déplorer. Le centre d'appel téléphonique et les services d'accueil des personnes impliquées ont également pu être testés.

Les exercices de terrain d'une telle ampleur sont une mine d'or d'informations. Ils permettent de tester la cohérence des plans d'urgence au sein du Centre de Crise provincial avec un déploiement total des moyens et du personnel, mais aussi d'harmoniser ces plans avec ceux des entreprises du Brabant wallon. C'était aussi l'occasion de tester les différents canaux de communication entre les différentes disciplines intervenantes et les autorités administratives.

Une réunion préparatoire avec GSK a été organisée le 01/04 pour préparer la communication aux riverains.

L'exercice a été évalué le 16/09 et lors de la cellule de sécurité qui a suivi le débriefing.

Deux autres exercices pour les entreprises SEVESO ont été réalisés en 2019 sous forme d'exercice d'alerte en collaboration avec le Centre de Crise National (NCCN).

Deux exercices, réalisés en collaboration avec la D2 PIPS, ont permis au call center et au centre de traitement des données de se tester en 2019.

#### Plan d'urgence hospitalier (PUH)

Les 2 premiers PUH ont été validés par la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve avec input des services du gouverneur. Il s'agit de la Clinique Saint-Pierre et du centre William Lennox.

#### Développement d'une structure unique pour les plans d'urgence

Des séances de travail en collaboration avec le Centre de Crise National se sont tenues pour développer une structure unique pour les plans d'urgence, désormais intégrée dans l'outil ICMS.

#### CS TEAM

Une équipe de soutien aux autorités en cas de gestion de crise au niveau national a été mise en place en 2019. Mes services en charge de la planification d'urgence ont suivi les réunions et formations afin d'être partie prenante de cette équipe.

#### Collaboration entre provinces

- Évaluation d'autres exercices (Luxembourg en septembre)
- Plan interzonal IRE avec le Hainaut
- Développement d'une forte collaboration avec la CU112 de Mons (réunions régulières – projets et procédures techniques)

### *Le saviez-vous ?*

*Lors d'une situation d'urgence, il est essentiel d'organiser le plus efficacement possible le travail des services de secours et de sécurité sur les lieux de l'incident (ce qu'on appelle le chantier). Il est ainsi indispensable de mettre en place un lieu de concertation structurée entre les responsables des différentes disciplines sur le terrain : c'est le poste de commandement opérationnel (PC-Ops) qui est géré par le Directeur du PC-Ops (Dir PC-Ops). C'est lui qui suggère le déclenchement éventuel d'une phase et qui met en œuvre sur le terrain les décisions stratégiques prises par l'autorité administrative (présidant le centre de crise).*

### Formation de Dir PC-Ops

Depuis novembre 2016, des sessions de formation de 3 jours ont été organisées afin de former les futurs Dir PC-Ops en cas de déclenchement d'une phase<sup>1</sup>. La formation a pour objectif d'approfondir leurs connaissances en matière de méthodologie et de leadership. Cette formation a également pour objectif de leur permettre d'appréhender les contingences propres à chaque discipline et de devenir de véritables managers de crise sur le terrain des opérations. L'objectif est, à terme, que chaque Dir PC-Ops soit certifié. Au 23 janvier 2020, le Brabant wallon comptait 41 dir PC-Ops certifiés, toutes disciplines confondues.

### *Le saviez-vous ?*

*Les exercices de planification d'urgence : afin de réagir le plus adéquatement possible lors d'une situation d'urgence, il est indispensable de tester régulièrement les dispositifs de gestion d'urgence ainsi que la coordination des différentes disciplines. C'est pourquoi les communes et le gouverneur organisent des exercices afin de tester l'efficacité des dispositifs, des plans ou encore la gestion et la coordination des différentes disciplines. Chaque exercice est suivi d'un débriefing et d'une évaluation afin d'améliorer les capacités d'action et de gestion des personnes impliquées dans la planification d'urgence et la gestion de crise.*

*Il existe trois grandes catégories d'exercices :*

*Les exercices de table (Table top exercise ou TTX) qui sont des exercices de simulation en salle.*

*Les exercices de commandement (Command post exercise ou CPX) caractérisés par la simulation des différentes disciplines, mettant en œuvre le PC-Ops, le comité de coordination et les moyens de transmission. Aucune action n'est réellement menée sur le terrain.*

*Les exercices de terrain (Field training exercise ou FTX) qui sont des exercices complets et grandeur nature se déroulant principalement sur le terrain et dans lequel tout ou partie des différents services intervenants vont réellement être impliqués.*

---

<sup>1</sup> Arrêté royal du 10 juin 2014 déterminant les missions et les tâches de sécurité civile exécutées par les zones de secours et par les unités opérationnelles de la protection civile et modifiant l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence - article 15 §2.

*Les services du gouverneur apportent toute leur expertise et une aide concrète aux communes en organisant les exercices et en leur proposant une évaluation. Bien entendu, le gouverneur et ses services s'exercent aussi régulièrement.*

### Des Plans particuliers d'urgence et d'intervention (PPUI)

En 2019 a été validée une fiche réflexe pour la Prison d'Ittre, c'est-à-dire une annexe au Plan général d'urgence et d'intervention qui permet d'avoir en quelques pages une vue globale de la problématique, des points d'attention et des premiers réflexes (d'où le nom du document) à adopter en cas de situation d'urgence.

Le travail sur le risque nucléaire s'est en outre poursuivi, en collaboration avec la DG Centre de crise et les gouverneurs de Hainaut et de Namur pour le PPUI de l'IRE de Fleurus.

Nous travaillons également sur les grands événements. Un groupe multidisciplinaire s'est attelé à la confection d'un PPUI sur ce thème, qui permettra d'avoir un canevas pratique à utiliser pour les grands événements ayant lieu en Brabant wallon, reprenant les informations indispensables à l'ensemble des disciplines pour bien préparer l'évènement et gérer toute situation d'urgence qui pourrait survenir.

### *Le saviez-vous ?*

*Les entreprises ou institutions à risque (une entreprise Seveso, une école, un hôpital, un pipeline...) sont tenues d'élaborer un plan qui leur est propre et qui prévoit des mesures matérielles et organisationnelles d'urgence en vue de :*

- *Intervenir eux-mêmes sur site et faire face à un évènement ou une situation d'urgence.*
- *Limiter autant que possible les conséquences néfastes.*
- *Et, au cas où l'évènement ou la situation d'urgence produit des effets à l'extérieur du site, permettre l'intervention des autorités et services extérieurs.*

### Le Plan particulier d'urgence et d'intervention « terrorisme » (PPUI Terro)

Pour rappel, l'Arrêté royal du 1er mai 2016 portant fixation du plan d'urgence national relatif à l'approche d'une prise d'otage terroriste ou d'un attentat terroriste dispose, notamment, l'obligation pour les gouverneurs de préparer un PPUI ad-hoc. Élaboré durant le second semestre 2016, le PPUI « terro » du Brabant wallon est un document classifié. L'arrêté ministériel d'approbation a été publié le 20 février 2017.

La pertinence du PPUI « terro » a été testée le 30 novembre 2017. Un exercice de terrain de grande ampleur avait ainsi été organisé simultanément en Brabant wallon et en province de Liège. Cet exercice porté tant par la Direction Générale du centre de crise que par nos services et partenaires, avait fait l'objet de plusieurs débriefings dont les conclusions sont examinées à tous les niveaux. Il s'agit d'améliorer les procédures et d'optimiser les actions de chacun. En 2019, ce plan particulier a fait l'objet d'un suivi par nos services.

## Le 112, le 1722 et le 1733 en BW

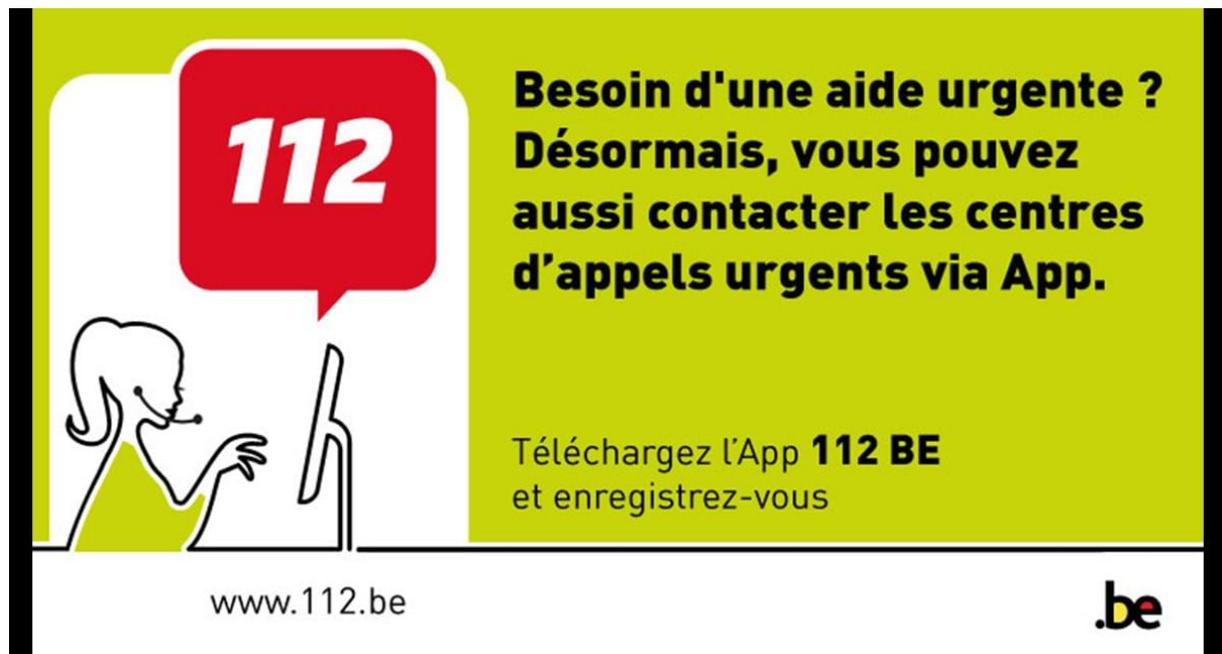
Les contraintes budgétaires couplées à l'analyse du nombre d'appels par 24h et à la tendance à avoir des dispatchings couvrant des zones plus importantes notamment afin d'assurer le professionnalisme des calltakers (augmenter les expériences) ont conduit à ce que le projet de centre 112 en Brabant wallon soit abandonné.

Pour des motifs opérationnels, l'entièreté du BW devait être enfin rattachée à un seul CS 100/112. Des contraintes techniques imposaient que la migration se fasse avec le CS 100/112 de Mons. Ce qui a été fait progressivement à partir du 15 juin 2017.

Par ailleurs, le 1733, projet-pilote initié par le SPF de la Santé publique pour réorganiser la garde médicale avec un numéro d'appel unique, progresse en Brabant wallon avec 4 communes qui y sont déjà rattachées (Braine-le-Château, Ittre, Rebecq et Tubize).

Par ailleurs, mes services sont associés avec le 112 à des réunions avec les services du gouverneur du Hainaut, les Zones de secours du Hainaut et du BW ainsi que l'aide médicale urgent afin d'aborder les dossiers qui nous concernent tous et de travailler efficacement d'une façon aussi harmonisée que possible.

Enfin, les campagnes en vue du téléchargement de l'App 112 ont été largement soutenues en Brabant wallon.



**Besoin d'une aide urgente ?  
Désormais, vous pouvez  
aussi contacter les centres  
d'appels urgents via App.**

Téléchargez l'App **112 BE**  
et enregistrez-vous

www.112.be

.be

## L'Avenir du centre de crise en BW

Pour rappel, un bâtiment (ancienne Poste à Wavre) avait été acheté par la Régie des bâtiments afin d'accueillir le centre d'appel 112 ainsi que le CIC-101 (centrale d'appel et dispatching des services de police) et le Centre provincial de crise. Il y a urgence car celui-ci est actuellement logé dans les combles de l'Hôtel du gouverneur et ne correspond pas aux normes (local trop petit et sans cellules attenantes pour les disciplines).

Compte tenu qu'il n'y aura pas de CS 100/112 en Brabant wallon et que le CIC 101 va déménager vers Nivelles (pour rejoindre les autres services de la police fédérale), il serait dispendieux de mener une rénovation lourde dans un bâtiment trop grand et peu adapté pour y installer le Centre de crise provincial. Aussi, d'autres solutions sont recherchées à Wavre avec la Régie des bâtiments.

### Problématique de la couverture médicalisée urgente du BW

En 2019, la problématique concernant le manque de SMUR/PIT (ambulance accompagnée d'un infirmier qui peut accomplir certains gestes médicaux) a régulièrement été abordée, notamment lors d'une réunion à Tubize (23/01) et en réunion du Collège de la Zone de Secours le 31/01. Le nombre de SMUR par province dépend du nombre d'hôpitaux avec un service d'urgence.

Quand l'hôpital de Tubize (groupe Jolimont) a fermé son service d'urgence, le SMUR a été remplacé par un PIT. Malheureusement, le groupe hospitalier n'a plus accepté de prendre en charge les surcoûts liés à ce service pourtant indispensable. Dès lors, le BW est actuellement moins bien couvert avec 3 SMUR (OLLN, Nivelles et BLA).

Une solution a été cherchée avec un SMUR de Bruxelles (Chirec Delta) mais elle s'est heurtée aux équilibres bruxellois. Des SMUR de provinces voisines interviennent donc régulièrement en BW. Les délais d'intervention restent préoccupants pour certaines communes.

### Les nouveaux outils de gestion de crise : Be Alert, ICMS et Blue Light Mobile

Depuis 2017, de nouveaux outils de gestion de crise ont été intégrés. Il s'agit principalement de Be Alert et d'ICMS. En 2019, mon équipe a continué à améliorer ses connaissances et s'est exercée aux outils de gestion de crise. Notons également le développement en continu de l'environnement de travail et des outils informatiques pour une meilleure efficacité au quotidien.



Pour rappel, **BE-Alert** est le système d'alerte qui permet aux autorités de diffuser un message à la population en situation d'urgence. Il est complémentaire aux médias (sociaux) et aux messages des services de secours déployés sur le terrain. Il permet une alerte à la population par appel vocal, SMS ou e-mail. Il est recommandé à la population de s'inscrire sur le site BE-Alert afin de pouvoir recevoir une éventuelle alerte même si la personne n'est pas dans la zone impactée. Ce système est complété par SMS-Alert qui permet aux autorités d'adresser un SMS sur tous les GSM (ouverts) d'une zone donnée.

Dans ce contexte, le gouverneur a régulièrement relayé les campagnes et actions du Centre de Crise.

**ICMS** est une plate-forme web nationale et sécurisée pour la gestion de données et d'informations ainsi que pour la gestion collaborative des situations d'urgence. Au cours de 2017, ICMS a été implanté, le personnel formé et l'on a testé son fonctionnement à l'occasion d'exercices et de situations réelles. Mes services ont pu continuer l'apprentissage et l'amélioration de l'outil en 2019.

**Blue Light Mobile** résulte d'un partenariat entre la SA ASTRID et la SA Proximus pour mettre à disposition des services de secours et des autorités des cartes SIM permettant la priorité sur tous les réseaux en cas de situation d'urgence. L'intégration de ces cartes a eu lieu en 2018 et en 2019.

### Le projet ANPR **#FED #BW**

En Brabant wallon, la création d'un réseau de caméras fixes et mobiles de reconnaissance automatique des plaques minéralogiques (ANPR) est portée par les autorités judiciaire, administrative et policière. Outre le réseau « fédéral » ANPR (qui fait partie des mesures prises à la suite des attentats de Paris), il s'agit d'installer ces caméras sur un maximum de points de passage obligés en Brabant wallon. Le Collège provincial a décidé de soutenir les zones de police pour l'acquisition de ce matériel pour autant que les lieux d'implantations soient conformes aux priorités déterminées par le groupe de travail ad-hoc. Depuis 2017, trois tranches de crédit annuelles de 300.000 € ont été investies pour ce réseau de caméras ANPR.

Les finalités du projet sont à la fois préventives et répressives (recherches, blacklists, etc.) sans compter les aspects statistiques pour la mobilité. Les garanties en matière de vie privée sont assurées par le traitement des données centralisé dans le serveur de la police.

La cartographie des lieux d'implantation et les fiches techniques des caméras prioritaires sont finalisées, sur base des propositions des Chefs de Corps et du groupe de travail. Le marché public fédéral a enfin été attribué et les premiers sites sont opérationnels depuis 2019.

### Prévention des inondations **#FED #WAL #BW**

En 2018, des groupes de travail ont été mis en place pour le suivi en matière de prévention des inondations. Le but étant d'aborder une approche globale tant dans la prévention, dans la planification que dans la gestion de crise. En 2019, le travail s'est poursuivi. Les réunions concernant le contrat rivière Senne se sont tenues le 26/03 et le 19/09 (AG).

Le saviez-vous ?

La plateforme provinciale de gestion des risques d'inondations est une véritable base de données et d'échange d'informations sur les aspects liés aux risques d'inondations sur le territoire du Brabant wallon.

(Accès à la plateforme via [www.brabantwallon.be/inondations/](http://www.brabantwallon.be/inondations/) )

### 3.2. Les dossiers qui se sont imposés

#### Gestion de crises et ordre public

Heureusement pour nous tous, le Brabant wallon est relativement épargné d'incidents et de situations d'urgence depuis 2016.

Hors exercices, une phase provinciale a été déclenchée en 2019 suite à l'accident d'un camion ADR le 21 octobre à Braine-le-Château.

Les services du gouverneur ont suivi ou appuyé plusieurs situations particulières comme :

- 17/01 : appui en communication de crise (Discipline 5) suite à la noyade d'un enfant à Grez-Doiceau
- 5 avril et 26 septembre : pannes téléphoniques des centrales du 101 et du 112 (contacts divers avec les communes et les services de secours, support D5, ...)
- 24 juillet : panne d'un train Eurostar à Tubize (suivi D5, appui au débriefing et au retex)
- Veille des intempéries (prévenir les communes, province, ... en cas d'annonce de vents forts pouvant dépasser les 80 km/h)
- Veille attentive pour les risques de sécheresse, de feux de broussailles et champs, d'orages violents, ...
- Arrêté de police concernant la sécheresse
- Veille lors des grèves dans les prisons, au sein de NLMK, ou d'actions des gilets jaunes
- Veille lors d'évènements en Brabant wallon comme les 24 heures vélo ou le passage du Tour de France début juillet.



#### Cellule d'éducation et de prévention (CEP)

Avec l'appui de la Wallonie (DGO2 et Agence wallonne pour la sécurité routière) qui finance l'essentiel du projet et de la province, la CEP du BW est devenue opérationnelle fin 2017. L'équipe sillonne depuis février 2018 les écoles du Brabant wallon et les évènements en lien avec la sécurité routière.

Ses actions visent à sensibiliser les jeunes à l'importance du respect du code de la route et aux dangers qui peuvent résulter de sa méconnaissance ou de comportements à risque.



À ces fins, le service CEP dispose notamment d'une voiture-tonneau. Cet outil didactique est destiné à sensibiliser le grand public aux intérêts que représente le port de la ceinture de sécurité.

Les membres de la Cellule d'Éducation et de Prévention sont également chargés de prodiguer des séances de formation en priorité dans toutes les classes de sixième primaire des écoles qui en font la demande.

Ces séances sont basées sur l'apprentissage de la signalisation routière et le rappel des règles concernant les déplacements sur la voie publique, grâce à l'utilisation d'une piste de circulation avec vélos et go-karts.

Afin d'illustrer au mieux ses ateliers de prévention, la CEP s'est également équipée d'un parcours alcool, de documents divers (roll-up, affiches, mémo, PowerPoint) et a créé une page Facebook.

Grands types d'animations :

- Rhétos
- 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaire (piste de circulation/d'éducation à la sécurité routière)
- Seniors (rappels et nouveautés du code de la route)
- Animations avec la voiture tonneau ou autre outil
- Prêts aux zones de police de matériel (voiture tonneau, piste d'habilité, lunettes alcoovision)

#### Rhétos :

- 2816 jeunes rencontrés au cours de 140 animations
- 8 zones de police – 11 communes – 22 établissements
- 1<sup>er</sup> salon des étudiants mis sur pied à Waterloo pour 3 établissements (Berlaymont, Athénée Royal et institut des Sacrés Cœurs)

#### 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaire :

- Matériel pour la piste opérationnel depuis avril 2019
- 1553 enfants au cours de 75 animations
- 3 zones de polices équipées d'une piste (Ottignies LLN, Ardennes Brabançonnaises et BW Ouest)
- 14 communes (sur ces 3 zones) – 32 écoles primaires

#### Seniors :

- Activité annexe, lorsque nous n'avons pas d'école
- 2 animations à Mont Saint Guibert (45 personnes au total)
- 1 animation ) Perwez (25 personnes)

#### Animations avec la voiture tonneau ou autre outil :

- Animations données sur 7 zones de police
- Listes des animations :
- - Opération Gaff à la route – rencontre avec des élèves de 5<sup>ème</sup> secondaire – mars 2019
  - Journée sécurité auprès des élèves du collège Alix Leclercq – avril 2019
  - 6 heures de cuistax Nivelles avec la voiture tonneau – avril 2019
  - Journée apothéose Gaff à la route à Tubize avec la voiture tonneau – avril 2019
  - Journée prévention à Waterloo avec voiture tonneau – mai 2019
  - Portes ouvertes de la zone de secours de Wavre avec voiture tonneau – mai 2019
  - Village sécurité routière et techno-prévention à Nivelles avec voiture tonneau – juin 2019
  - Village policier du 21 juillet place Poelardt à Bruxelles avec une mini piste de sécurité routière – juillet 2019
  - Participation aux animations sur piste d'éducation à la sécurité routière avec les CEP's Namur à Chevetogne – juillet 2019
  - Fire fighter run challenge des pompiers à Court Saint Etienne avec la voiture tonneau – septembre 2019

- Journée place aux enfants à Grez Doiceau avec voiture tonneau – octobre 2019
- Tournage émission Contacts « ceinture de sécurité » avec la voiture tonneau – décembre 2019

Prêt Voiture tonneau :

- La voiture tonneau a régulièrement été prêtée aux différentes zones de police qui en faisaient la demande :
  - Journées portes ouvertes Athénée Royal de Waterloo
  - Journées portes ouvertes Athénée Royal de Jodoigne
  - Prêt à la ZP Binche en appui à nos collègues CEP Hainaut
  - Journées portes ouvertes ZP Ardennes Brabançonnaises
  - Welcome day des étudiants UCL à Louvain La Neuve
  - Les vergers en fête à Waterloo
  - Journées portes ouvertes ZP Wavre
  - Prêt à la ZP Philippeville en appui à nos collègues de Namur

Autres points marquants :

- Plusieurs formations données à l'attention des collègues de différentes zones de police pour obtenir le brevet d'opérateur sur voiture tonneau
- Départ de Nathalie et arrivée de Pascal

La Cellule d'Éducation et Prévention du Brabant wallon est joignable par courriel via [cep@gouverneurbw.be](mailto:cep@gouverneurbw.be) ou par téléphone au 010 88 04 08.

Une commission CEP s'est tenue le 04/04.

## Les projets en planification d'urgence et en sécurité qui vont suivre en 2020

### #FED #WAL #BW

Sont cités ici pour mémoire quelques chantiers :

- Intégration du dispatching et du 1722 (appels non urgents aux pompiers) en BW
- Relais de campagne de prévention (mamie rusée, vol de vélo, AWSR, ...)
- Exercices
- Mise en œuvre du Team PLANU
- Formations à la communication en cas de crise et animation du réseau de communicants de crise
- Poursuite du PPUI Grands événements et du groupe de travail qui uniformise pour les communes du Brabant wallon la façon de traiter les demandes d'événements d'un point de vue security/safety.
- Plan d'évacuation massive
- Extension du 1733 (appel au médecin de garde)
- Suivi de l'intégration ANPR
- Appui à la « smart police »
- Aller à l'encontre de la société civile pour leur parler de planification d'urgence (« citoyen co-acteur de sa sécurité »), renforcer et développer des partenariats avec des associations et des organismes
- Renforcer nos liens avec les partenaires en communication de crise, les communes, ...

### Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel

Depuis le 25 mai 2018, le Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel (RGPD ou GDPR en Anglais) est en vigueur.

Cela signifie concrètement que les citoyens ont de nouveaux droits en matière de gestion de leurs données personnelles et que les entreprises ou encore les pouvoirs publics ont des obligations en matière de protection et d'information de ces données.

Quels sont ces nouveaux droits pour le citoyen ?

- Droit à la rectification
- Droit à l'effacement
- Droit à la limitation de l'utilisation de ses données
- Droit à la portabilité des données

Enfin, le citoyen devra être informé dans les 72h de toute fuite de données ou de tout piratage pouvant concerner ses données.

À cette fin, un nouveau métier a vu le jour : le DPO ou Data Protection Officer, le Délégué à la Protection des Données. Dans le cadre de ses missions légales et d'intérêt public, les services du gouverneur utilisent des données personnelles. Vous êtes bien sûr en droit de connaître le type et la nature des données éventuellement en notre possession, sauf exceptions légales. Vous pouvez, à tout moment, exercer les droits y afférents en vertu de la réglementation sur

la protection des données personnelles. Un formulaire spécifique est à votre disposition sur le site web du Gouverneur du Brabant wallon : <http://www.gouverneurbw.be/contact> .

### 3.3. Le fonctionnement des instances en matière de sécurité – Autorité de police

Le gouverneur préside ou participe à plusieurs instances officielles compétentes en matière de sécurité :

- Cellule provinciale de sécurité (PLANU) : réunions (01/02, 01/03, 17/05, 20/09, 29/11)
- Concertation provinciale de sécurité (Police) : 1 réunion (28/06).
- Commission provinciale de prévention de la criminalité (CPPC) : 1 réunion (28/06)
- Task force locale stratégique (suivi radicalisme) : 2 réunions (28/03, 16/10).
- Conseil de la zone de secours (31/01, 23/09, 10/10, 10/12 (excusé))
- Comité de coordination provincial : aucune réunion sous cette forme ; le comité s'est réuni lors des exercices.
- COAMU BW (Commission de l'aide médicale urgente) : le gouverneur participe à la réunion plénière de la COAMU en début d'année ainsi que, ponctuellement, au bureau de la COAMU, sur invitation et selon les dossiers traités. (29/05)
- Conseil de formation zone de secours du Brabant wallon ( 2 réunions)
- Conseil fédéral de Police : 5 réunions (22/01, 02/04, 30/05, 11/06, 10/09(excusé), 12/11)
- Réunion au CRC-W
- Concertation police (05/09)

Le saviez-vous ?

Les Commissions provinciales de prévention de la criminalité (CPPC) ont été créées en 1985. Celle du Brabant wallon n'avait plus été réunie depuis de nombreuses années. Le gouverneur a pris la décision de réactiver cet organe dont le but est :

- D'étudier et d'évaluer la criminalité dans la province et d'analyser les besoins en matière de prévention.
- De préparer et d'encourager les programmes provinciaux de prévention, dans le cadre de la politique nationale.
- D'établir et d'entretenir les contacts avec les parties intéressées par la prévention.
- D'assister les services de police dans leurs projets de prévention, de les examiner et, en cas de besoin, de les coordonner.
- D'évaluer les projets.

#### CPPC

C'est ainsi que la CPPC du Brabant wallon s'est réunie en 2017 en associant Parquet général, Parquet, polices fédérale et locale, SPF intérieur, experts de l'UCL et services du gouverneur. Au cours de cette réunion, un diagnostic des différents phénomènes a été réalisé, de même qu'un inventaire des projets existants en matière de prévention.

Des priorités ont été fixées en fonction de l'impact social des phénomènes criminels. Ces priorités ont été traduites en un plan d'actions. L'évaluation des initiatives prises en 2018 a été réalisée en 2019.

Par ailleurs, le gouverneur est membre de droit des commissions de renouvellement ou de désignation des chefs de zone des polices locales. 2 mandats ont fait l'objet d'un renouvellement en 2019. Une procédure concernant le renouvellement pour le Directeur Coordinateur de la Police fédérale en Brabant wallon (Dirco) a également été entamée en 2019.

En outre, il participe de temps à autre – avec le Procureur du Roi – à la concertation mensuelle des services de police du Brabant wallon qui regroupe de manière informelle les 10 chefs de zone ainsi que le Directeur coordinateur administratif, le Directeur judiciaire de la police fédérale et son officier de liaison.

Enfin, le gouverneur et son officier de liaison police tiennent une réunion mensuelle avec le Directeur coordinateur administratif.

Le saviez-vous ?

Le Conseil Fédéral de Police fournit des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice concernant le fonctionnement des services de police, notamment sur le projet de Plan national de sécurité (PNS) dont il évalue régulièrement la mise en œuvre. Ce Conseil est également chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la Police Fédérale et des services locaux de police, en particulier sur la base d'un rapport annuel rédigé par l'Inspection générale de la Police.

Le Conseil Fédéral de Police compte, son président non compris, autant de membres francophones que néerlandophones et a été composé de telle façon que toutes les institutions qui sont liées à la politique de sécurité soient représentées. Le Gouverneur du Brabant wallon y siège pour l'ensemble des gouverneurs depuis le 10 janvier 2018.

### *3.4. Autres visites et actions en matière de sécurité #FED #FWB*

Conformément à l'article 611 du Code d'instruction criminelle, le gouverneur a visité les prisons de Nivelles et d'Ittre début 2020. Ces visites ont été spécifiquement axées sur l'établissement des Plans internes d'urgence. Un rapport détaillé a été envoyé après chaque visite au Ministre de la Justice. Les visites au sein des IPPJ de Whautier-Braine et de Braine-le-Château ont également eu lieu début 2020.

#### Réseau des communicants de crise du BW

Depuis 2017, j'ai pris l'initiative de mettre en relation les personnes amenées à communiquer en cas de crise en Brabant wallon afin d'échanger sur les bonnes pratiques et avant tout de se connaître en temps de paix pour une communication efficace en situation de crise. En 2019, ce réseau s'est réuni le 15/05. Les animations portaient principalement sur l'aspect pratique

de la communication de crise, les pièges à éviter et les retours d'expérience suivi d'un exercice pratique de rédaction d'un communiqué de presse.



#### Formation des élus en collaboration avec le NCCN

En complément des sessions d'informations organisées suite aux élections, une formation à destination des nouveaux élus s'est tenue le 27/03 en collaboration avec le Centre de Crise National, notamment pour présenter le nouvel Arrêté royal relatif à la planification d'urgence.

#### Survival Firefighter Run BW

Le 28 septembre 2019 s'est tenu la compétition internationale de sapeurs-pompiers à l'occasion de la Survival Firefighter Run au PamExpo de Court-Saint-Étienne. Mes équipes ont été à la préparation, l'organisation et la visibilité de cet événement organisé par l'Amicale des Sapeurs Pompiers du Brabant wallon et la Zone de secours.



Lors de cette journée, mes équipes ont animé un stand afin de sensibiliser les visiteurs au kit d'urgence familial et aux numéros d'urgence à travers diverses activités ludiques. Un volet pédagogique à destination des enfants a été mis en place via un concours de dessins du 112. De plus, mon équipe a profité de l'évènement pour promouvoir largement la plateforme Be-Alert avec des inscriptions sur stand.

Autres actions:

- Réunion police - NLMK Tubize – maintien de l’ordre (25/02)
- Réunion FWA Police – maintien de l’ordre (09/08)
- Survival Firefighter Run (28/09)
- 24h vélo (LLN- 24/10)
- Présentation PRIMA (27/05)
- Réunion préparatoire F. Koekelberg et présentation - fonctionnement Zones de Police (28/05 + présentation le 11/06)
- Comité R - suivi radicalisme (27/06)
- Réunion projet drones avec la zone de secours, la zone de police Nivelles et ID2Move (03/09)
- TFL DCA BW – suivi radicalisme (02/10)
- Présentation à la Commission intérieure de La Chambre – sécurité civile (22/10)
- Réunion BW avec zone de secours à l’initiative des gouverneurs pour harmoniser le monitoring des hydrants et bouches d’incendies (07/11)
- Commission de sélection du Directeur coordinateur BW (10/12)
- Comité gestion fonds seveso (17/12)

### 3.5. Aide matérielle aux services de sécurité

Le gouverneur bénéficie de crédits afin de financer des actions en matière de coordination de police et des actions en matière de sécurité et de prévention.

En 2019, ces crédits ont notamment permis d’aider les différents services de sécurité en fournissant :

- Survival Firefighter Run : aide financière, stand, sensibilization à Be-Alert, ...
- Achat de matériel informatique pour la zone de secours
- Matériel pour la D2 (chasubles, valisettes, radios)
- Entretien des samplers des zones de police

## 4. Activités administratives, d’appui et de contrôle

### 4.1. Instances officielles

Le gouverneur est membre de droit d’une série d’instances à tous niveaux.

Le Collège des gouverneurs (Art. 131 bis- loi provinciale) vérifie la bonne application de certaines lois pour des communes du Hainaut et du Limbourg et se réunit avant la Conférence des gouverneurs. Le gouverneur a participé à l’ensemble des réunions.

La Conférence des gouverneurs réunit les 10 gouverneurs, le Ministre de l’Intérieur ou son cabinet, le SPF Intérieur et les experts et départements nécessaires en fonction des points abordés. Il a participé à l’ensemble des réunions. En outre, il a participé à une réunion des gouverneurs avec le Ministre de la Justice concernant les prisons (prévention de catastrophes, régulation des grèves) le 25 juin 2019.

Le Comité stratégique wallon réunit les 5 gouverneurs wallons, le Ministre des Pouvoirs locaux wallon ou son cabinet et les experts et services nécessaires en fonction des points abordés. Il a participé à l'ensemble des réunions.

### Note concernant le Comité stratégique wallon

Sur proposition des gouverneurs, le Gouvernement a modifié le fonctionnement de cette instance afin d'en améliorer l'efficacité. Dorénavant, un gouverneur préside le Comité stratégique (tour de rôle d'un an par ancienneté), le président propose l'ordre du jour en fonction des demandes des ministres et des gouverneurs et peut inviter les cabinets et les directions concernés par les points. La DGO5 continue d'en assurer le secrétariat. Sauf urgence, chaque point doit faire l'objet d'une note envoyée préalablement aux membres du Comité stratégique.

Le Collège provincial (je participe à la plupart des collèges) et le Conseil provincial (31/01, 28/02, 28/03, 25/04, 23/05, 27/06, 26/09, 28/11, 19/12)

Il existe aussi dans chaque province un Comité provincial pour la promotion du travail (CPPT) présidé par le gouverneur et dont la mission est de relayer, au niveau local, les actions de la Direction générale Humanisation du travail : <http://www.beswic.be/fr>. Ce comité organise de nombreuses formations et conférences en matière de prévention.

### **Congrès interprovincial des comités francophones pour la promotion du travail / DG Humanisation du travail / SPF Emploi Travail et Concertation sociale (Ottignies-Louvain-la Neuve le 15 octobre 2019)**

Ce congrès, organisé cette année en Brabant wallon, a eu pour thème les « New Ways of Working » (NWOW) et a réuni 110 personnes. Les thèmes traitant des openspaces, du télétravail, des flexdesk/bureaux partagés, du coworking, des équipes autogérées, ... ont fait l'objet de présentations, de retours d'expériences et d'échanges très intéressants. Ces thèmes ont été abordés avec une approche multidisciplinaire et transversale (secteurs public et privé).

Des retours de l'évaluation qui en a été faite, la grande majorité des participants, soit 93 %, a estimé que le congrès a répondu à leurs attentes. Selon certains participants, des informations portant sur certains aspects pourraient être traités lors d'un autre évènement (stratégie d'aménagement des espaces de travail, techniques d'animation en openspace, qualité de l'air dans ces locaux, gestions des risques et l'ergonomie de ces nouvelles formes de travail, ...)

#### *4.2. Instances informelles*

Depuis 2016, la Conférence des Bourgmestres, pilotée par le gouverneur, a fusionné avec le Conseil 27+1. Les points du gouverneur étant la plupart du temps examinés à huis clos. Le gouverneur a participé aux 4 séances (27/02, 28/05, 11/06, 10/09, 10/12) tenues en 2019.

Lors de ces réunions, le gouverneur a abordé les sujets suivants avec les Bourgmestres et le Collège provincial :

- La qualité de l'air
- Les boîtes jaunes
- Fonctionnement des zones de police
- Présentation du Programme Stratégique Transversal du Brabant wallon
- Obligations des communes en matière de stockage de meubles saisis
- Collecte des déchets ménagers
- Nouvelle organisation des comex (exercices)
- Circulaire ministérielle du 21/08/2019: lutte contre la fraude au domicile : personnes inscrites dans une commune belge mais vivant effectivement à l'étranger.
- Hydrants et bouches d'incendie
- Nouvelle carte du secteur hospitalier.

### ***Note concernant le fonctionnement du conseil 27+1***

*Cette instance permet à la Province :*

- *De préparer et de suivre le contrat de supracommunalité.*
- *De contribuer en toute transparence au financement de la zone de secours.*
- *De mesurer avec précision les attentes des communes en termes d'appui provincial.*
- *D'aider les communes dans leurs missions de base.*
- *De renforcer les partenariats supracommunaux.*
- *De favoriser une approche en termes de meilleures pratiques (via les appels à projets).*
- *D'intégrer les préoccupations et matières de la compétence du gouverneur dans un contexte plus général de politique provinciale et communale.*
- *D'aborder les problématiques et phénomènes supracommunaux avec une cohérence qui favorise la solidarité entre les communes.*

*Ce modèle d'organisation conduit vers un recentrage des matières provinciales et vers un soutien plus fort aux communes et à la supracommunalité.*

Staffs internes : le gouverneur réunit les responsables de ses services quasiment tous les lundis. Un monitoring des activités et des projets est assuré. De manière exceptionnelle, le staff interne est parfois élargi à tous les membres du personnel.

### 4.3. Les élections

#### Élections des conseillers de police

À l'issue des élections communales du 14 octobre 2018, tant les conseils communaux que les conseils de police ont été intégralement renouvelés. Si les élections communales ont été validées par mes soins le 16 novembre 2018, c'est au Collège provincial siégeant en qualité de juridiction administrative qu'il revenait, en application de l'article 18 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI), de se prononcer sur la validité des élections des nouveaux conseillers de police qui se sont toutes déroulées le 03 décembre 2018 dans les 23 communes concernées (couvrant les 6 zones de police pluricommunales) en Brabant wallon. À ce titre, mes services ont été en charge de l'instruction des dossiers et j'ai moi-même siégé au sein du Collège avec voix délibérative lors des séances consacrées à la validation de ces élections.

#### Élections du 26 mai 2019

Conformément aux dispositions légales (loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du parlement européen, du Code électoral et de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État), le gouverneur de province (ou le fonctionnaire que celui-ci désigne) est appelé à effectuer diverses opérations, essentiellement de contrôle, dans le cadre des élections européennes, législatives et régionales :

- **Affichage et déroulement paisible de la campagne électorale**

Un arrêté de police a été pris le 05 février et une copie de celui-ci a été envoyée aux Bourgmestres avec un courrier d'accompagnement contenant un certain nombre d'instructions et de recommandations concernant l'affichage et les mesures générales à prendre en vue d'assurer un déroulement paisible de la campagne électorale.

- **Transmission de la liste des électeurs**

Suite à la modification législative du 19 avril 2018, l'article 15 Code électoral se lit désormais comme suit : « Le vingt-cinquième jour au plus tard avant celui de l'élection (soit au plus tard le 1er mai 2019) ..., l'administration communale transmet, par la voie électronique, la liste des électeurs répartis par section,..., au gouverneur ou au fonctionnaire que celui-ci désigne. Le gouverneur, ou le fonctionnaire que celui-ci désigne, vérifie la conformité de cette liste avec les dispositions des articles 90 et 91 et valide celle-ci au moyen de sa signature électronique au plus tard quinze jours avant l'élection ».

Jusqu'à présent, les communes devaient transmettre les listes électorales arrêtées sous format « papier » au gouverneur de province ; qui devait alors vérifier ces listes, avant de les transmettre à son tour aux présidents des bureaux principaux de canton. Ceci nécessitait donc un important travail administratif et une importante masse de papier à envoyer.

La modification opérée vise ainsi à simplifier et à rationaliser le travail des communes en la matière en instaurant un mécanisme plus fluide de transmission et de vérification. L'objectif n'est plus que les communes transmettent les listes électorales complètes au gouverneur mais uniquement les données nécessaires à la vérification de la bonne conformité desdites listes aux articles 90 et 91 du Code électoral (à savoir, la numérotation des bureaux de vote et le nombre d'électeurs – maximum 800 – par bureau). Des instructions précises ont été envoyées aux bourgmestres par le service des élections du SPF Intérieur.

- **Envoi des convocations aux électeurs**

Le gouverneur de province veille à ce que le collège communal envoie une lettre de convocation à chaque électeur à sa résidence actuelle au moins quinze jours avant la tenue des élections (article 107, alinéa 3 CE).

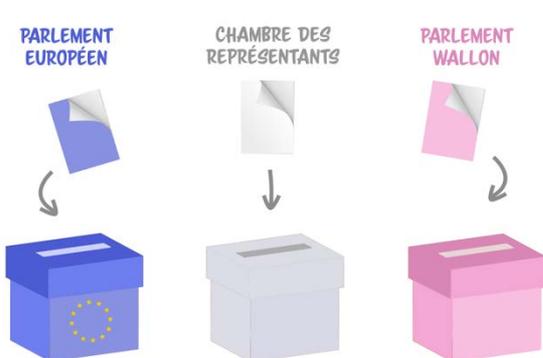
- **Répartition des frais électoraux**

Avec l'aide logistique de la province, j'ai procédé au règlement du paiement par les communes - au prorata du nombre d'électeurs - des frais électoraux des bureaux principaux (article 130 CE). Il en fut de même pour ce qui concerne les factures relatives aux bulletins de vote.

- **Installation matérielle des bureaux électoraux – accessibilité**

J'ai invité les bourgmestres à prendre toutes mesures qu'ils jugeraient utiles afin de rendre accessibles les bureaux de vote de leur commune aux électeurs présentant un handicap (mobilité réduite, malvoyants, etc..) et à y sensibiliser tous les présidents des bureaux de vote de leur commune.

J'ai, à cette occasion, rappelé aux citoyens les modalités pratiques et les conditions pour qu'un vote soit valable.

<p><b>Élections du 26 mai 2019 :</b> pour quels niveaux de pouvoir vote-t-on en BW ?</p> <p>PARLEMENT EUROPÉEN</p> <p>CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS</p> <p>PARLEMENT WALLON</p> 	<p><b>Élections du 26 mai 2019 :</b> Infos pratiques</p> <ul style="list-style-type: none"><li>→ MUNISSEZ-VOUS DE VOTRE CARTE D'IDENTITÉ ET DE VOTRE CONVOCATION</li><li>→ APRÈS AVOIR VOTÉ SUR LES 3 BULLETINS, GLISSEZ CHAQUE BULLETIN DE VOTE DANS L'URNE DE LA MÊME COULEUR</li><li>→ SI VOUS AVEZ DES DIFFICULTÉS POUR VOTER, VOUS POUVEZ DEMANDER DE L'AIDE AUX MEMBRES DU BUREAU DE VOTE</li><li>→ POUR RAPPEL, LE VOTE EST OBLIGATOIRE EN BELGIQUE</li></ul>
<p>Plus d'infos via le portail des élections : <a href="http://elections.fgov.be">elections.fgov.be</a></p>	<p>Plus d'infos via le portail des élections : <a href="http://elections.fgov.be">elections.fgov.be</a></p>

## Séance d'information à la planification d'urgence pour les élus communaux

2 séances d'information se sont tenues en 2018 (23/11 à Nivelles et 24/11 à Wavre) à destination des élus communaux pour aborder la planification d'urgence, les missions d'un gouverneur, l'ordre public, la zone de secours, ... Ces séances ont également été l'occasion de rappeler les devoirs en matière de planification d'urgence en tant qu'autorité communale ou provinciale. Une session de rattrapage a été organisée début 2019.

### 4.4. Tutelles #WAL

Le gouverneur exerce plusieurs missions de tutelles, tant pour la Wallonie que pour l'État fédéral.

#### Tutelle par les services de la DGO5 (Direction générale des Pouvoirs locaux du SPW)

Les services de la DGO5 (SPW) ont traité pour le gouverneur :

En matière de CPAS :

53 dossiers de marchés publics en tutelle générale ordinaire (dont 1 exécutoire).

Aucun dossier de marchés publics n'a donné lieu à un arrêté d'annulation.

Aucun dossier de marché public n'a fait l'objet d'un arrêté de prorogation de délai.

36 dossiers Institutions (Règlement d'ordre intérieur, jetons de présence accordée aux membres du Conseil de l'action sociale, du Bureau permanent et aux comités spéciaux et fixation du traitement du président) dont 4 annulations partielles.

Aucun dossier disciplinaire.

5 dossiers recours / plaintes concernent la matière « fonction publique » (constitution du Bureau permanent, non information aux organisations syndicales des recrutements de travailleurs pour le CPAS, demande de motivation relative à un arrêté d'annulation du Gouverneur...), ceux-ci présentent pour la plupart un degré élevé de complexité.

En matière de fabriques d'églises – cultes :

4 dossiers marchés publics de fabriques d'églises.

8 dossiers patrimoines de fabriques d'église - 4 portent sur des ventes de parcelles de terrain, aucun sur la vente publique d'immeuble, 1 sur une opération d'échange de biens immobiliers, 2 sur des baux emphytéotique et 1 sur les legs.

Aucun dossier Convention pluriannuelle - aucun avis sur un projet de convention pluriannuelle entre une commune et les établissements chargés de la gestion du temporel du culte sur son territoire dans le cadre de l'opération pilote volontaire (circulaire du 18 juillet 2014)

1 dossier de finances de fabriques d'églises -aucun recours contre une réformation par une commune du compte d'un établissement pluricommunal, 1 recours de fabrique suite à 1 avis défavorable communal (exécutoire) et aucun dossier de demande d'information.

## Tutelle par les services du gouverneur (SPF Intérieur)

Au cours de 2019, les services du gouverneur ont traité 771 dossiers pour la tutelle générale.

La tutelle spécifique est dite générale en ce sens qu'elle peut s'exercer sur l'ensemble des actes des organes de police. La tutelle spécifique spéciale porte quant à elle sur les comptes, budgets, modifications budgétaires et cadre du personnel et se manifeste par une approbation.

### **Zone de police**

Pour les 10 zones de police, en tutelle spéciale, 62 dossiers ont été traité :

- 10 budgets
- 17 modifications budgétaires
- 1 modif. Cadre
- 13 comptes
- 21 dossiers de dotations communales

### **Zone de secours**

477 dossiers (dont 1 budget, 2 modifications budgétaires et 1 compte) et 1 arrêté portant sur la répartition des dotations communales ont été traités.

## **4.5. Armes #FED**

Le service armes a traité pour 2019, 421 demandes (78 dossiers terminés, 221 en cours de traitement et 122 à traiter)

- 15 refus de la demande
- 22 retraits du droit de détenir des armes
- 1 suspension du droit de détenir des armes
- 1 demande irrecevable

### ***Le saviez-vous ?***

*La carte européenne est une sorte de passeport pour les armes à feu. Elle permet d'informer les autorités des autres pays de l'Union européenne dans lesquels se rend un particulier de la légalité de sa détention d'armes. La carte européenne est principalement destinée aux chasseurs, aux tireurs sportifs et aux collectionneurs. Alors, si vous envisagez de voyager en Europe, pensez à demander votre carte européenne.*

#### 4.6. Receveurs régionaux #WAL

Les receveurs régionaux sont nommés par le gouverneur et exercent leurs attributions sous son autorité ou celle du commissaire d'arrondissement (CDLD Art. L1124-23 et suivants). Le commissaire d'arrondissement gère au quotidien cette matière que le gouverneur lui délègue.

En 2019, le Gouverneur a procédé aux contrôles<sup>2</sup> et à la clôture des encaisses du 4ème trimestre 2018 d'une part, et aux contrôles des 1er, 2ème et 3ème trimestres 2019 des encaisses des entités administratives gérées par les deux receveurs régionaux agissant sous sa tutelle d'autre part : à savoir les communes de Hélécinne, Incourt, Ramilles et les CPAS de Hélécinne, Incourt, Ramillies.

#### 4.7. Explosifs #FED

En matière d'explosifs, le gouverneur tire l'essentiel de ses compétences de la Loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles et de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinement, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs (ainsi que de divers arrêtés royaux modificatifs et arrêtés ministériels d'application ou de dérogation).

En 2019, nous avons traité :

0 demande de dépôt permanent de + 2 kg (pour la recharge de munitions).

0 demande de changement d'exploitant.

2 arrêtés pour une demande de dépôt permanent.

1 arrêté pour demandes de dépôts temporaires (pour des reconstitutions historiques).

#### 4.8. Rayonnements ionisants #FED

En matière de rayonnements ionisants, le gouverneur tire ses compétences de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001. En 2019, 3 dossiers classe II, 44 dossiers classe III et 0 cessation d'activités ont été traités.

---

<sup>2</sup> CDLD Art. L1124-49. §2. Au moins une fois par trimestre, l'encaisse du receveur régional est vérifiée par le gouverneur ; il établit un procès-verbal de la vérification, qui mentionne ses observations, ainsi que celles formulées par le receveur, et est signé par l'un et l'autre ; le gouverneur donne connaissance de ce procès-verbal au conseil communal. Il est procédé simultanément à la vérification des encaisses du receveur régional pour toutes les communes de son ressort, ainsi que des autres encaisses publiques dont il aurait la charge. Le receveur régional signale immédiatement au gouverneur et au collège communal tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte ; le gouverneur procède aussitôt à la vérification de l'encaisse conformément aux alinéas 1er et 2 ; le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le receveur. (...).

#### 4.9. Gardes champêtres particuliers #FED

Les gardes champêtres particuliers désignés par des particuliers ou des institutions publiques pour surveiller leurs propriétés, terrains de chasse ou de pêche, domaines, bâtiments ou installations doivent être agréés par le gouverneur (article 61 du code rural). Cet agrément repose notamment sur le suivi de formations.

En 2019, nous avons délivré 4 nouveaux agréments, refusé une demande, retiré un agrément et enregistré 2 cessations d'activité.

#### 4.10. Architectes #WAL

8 autorisations ont été délivrées à des particuliers les autorisant à signer eux-mêmes les plans de construction de leur habitation et d'assurer le suivi des travaux sans faire appel au concours d'un architecte (loi du 20 février 1939). 1 refus a été délivré en 2019.

#### 4.11. Officines pharmaceutiques #FED

L'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public prévoit qu'avant de soumettre le dossier de demande d'autorisation à l'examen de la Commission d'Implantation, l'avis du gouverneur de province est recueilli. En 2019, 1 avis a été rendu.

#### 4.12. Rallyes et courses cyclistes #FED

Lorsque qu'un rallye ou une course cycliste de grande ampleur traverse plusieurs communes de sa province, le gouverneur intervient en organisant des réunions provinciales de coordination qui poursuivent un objectif identique à celles qui se tiennent en marge des rallyes automobiles. Il s'assure de la cohérence des dispositifs de sécurité mis en place au niveau local permettant d'assurer le bon déroulement de la course et visant à garantir la sécurité, tant interne qu'externe, de l'évènement.

C'est ainsi qu'en 2019, une étape du Tour de France a pu traverser le Brabant wallon en toute sécurité.

#### 4.13. Funérailles et sépultures #WAL

Le gouverneur intervient dans la matière des funérailles et sépultures en veillant à ce que les différentes administrations se coordonnent notamment lors de la création, de l'extension ou de la réaffectation de cimetières. En 2019 :

- Avis favorable du Gouverneur en date du 29 mars 2019 sur le projet de réhabilitation de l'ancien cimetière de Genval (Rixensart).
- Avis favorable du Gouverneur en date du 28 mai 2019 sur la demande d'extension du cimetière de Nodebais (Beauvechain).

- Avis favorable du Gouverneur en date du 24 juin 2019 sur la demande d'avis au projet de désaffectation et assainissement de l'ancien cimetière de Hamme-Mille (Beauvechain).

#### 4.14. Titres royaux #FED



Le gouverneur remet les titres royaux au nom de Sa Majesté le Roi.

En 2019, j'ai remis 4 Titres de « société royale » à :

- Fédération Belge de Badminton (envoi par recommandé)
- Cercle des Officiers Paracommandos (envoi par recommandé)
- Club philatélique Brainois (remis le 16 janvier 2019)
- La Licorne (remis le 3 octobre 2019)
- Le Cénacle Magique (remis le 9 décembre 2019).

#### Le saviez-vous ?

*Si votre association, votre société ou votre club sportif désire obtenir le titre de « société royale » il lui faudra tout d'abord avoir un minimum de 50 ans d'existence. Ensuite, il vous faudra constituer un dossier comprenant :*

- Une copie des statuts ainsi que les objectifs et les projets d'avenir.
- Le nombre de membres et de sympathisants.
- Un organigramme, une présentation de la structure de l'association ainsi que les coordonnées du conseil d'administration.
- Les rapports d'activités et les bilans des cinq dernières années.
- Les coordonnées du président de l'organisme auquel l'association appartient éventuellement.

#### 4.15. Vérification de la caisse provinciale #WAL

Le contrôle de la caisse provinciale s'est effectué le 11 décembre 2019. Plusieurs points ont pu être abordés, outre la difficulté de mise en œuvre du programme SAP. Un point d'attention particulier a été porté sur l'importance de la prévention des escroqueries financières et de la mise en place d'outils efficaces en la matière.

#### 4.16. Demandes diverses et relais vers d'autres services<sup>3</sup> #FED #BW #WAL

##### Plaintes et dénonciations

Le gouverneur est amené à traiter des plaintes et demandes diverses d'habitants du Brabant wallon, comme des dénonciations en matière d'urbanisme, des conséquences de litiges privés, des demandes d'emploi (interpellations auprès des communes, renvois vers les services provinciaux ou régionaux selon les cas, etc.).

##### Traductions officielles

Le gouverneur en vertu de la loi du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, effectue régulièrement la traduction en français des documents (actes) rédigés en néerlandais par un service local ou régional de la région linguistique flamande. En 2019, 1 certificat de bonne conduite, 1 certificat de naissance et 1 changement de nom ont été traduits.

### 5. Activités de représentation, de réseaux et de partenariats

#### 5.1. Visites de terrain #WAL #BW #FED

##### La Défense

La coopération avec la Défense repose avant tout sur le contact permanent (en cellule de sécurité, en comité de coordination, lors de cérémonies patriotiques, pour des opérations de solidarité ou de devoir de mémoire, etc.) avec le Commandant militaire de Province et son équipe.

Le partenariat avec la Défense est essentiel en temps de paix comme de crise, non seulement pour s'assurer de la défense du territoire et de l'aide à la Nation que peut apporter la Défense, mais aussi et surtout par le professionnalisme et l'engagement dont font preuve les militaires du BW.

C'est pourquoi plusieurs gouverneurs et moi-même nous inquiétons des réformes en cours au sein de la Défense qui sont susceptibles de diminuer significativement les capacités. La diminution du nombre d'officiers disponibles, formés à la gestion des situations d'urgence et familiarisés au fonctionnement avec l'ensemble des disciplines partenaires risque de nuire fortement à l'efficacité de la cellule de crise (Comité de coordination, dans notre jargon).

Au-delà de cet aspect, réduire les équipes militaires provinciales a aussi un effet sur la proximité indispensable entre l'armée et la population. Or, cette proximité contribue au succès du recrutement dont on connaît pourtant les difficultés actuelles.

---

<sup>3</sup> Il y a encore la gestion des dossiers « Calamités », transférée à la Région mais où le Gouverneur n'intervient plus qu'en fin de procédure.

Dans ce contexte, nous avons organisé la mise à l'honneur des vétérans brabançons, c'est-à-dire les plus de 250 militaires brabançons qui ont contribué au bon déroulement d'opérations menées en soutien à l'étranger ou sur le territoire national au cours de l'année 2018. En plus des missions en Afghanistan, en Irak, au Mali, au Congo et en Lituanie des années précédentes, ils ont aussi appuyé les forces de police belges pour pallier au sentiment d'insécurité qui a suivi les attentats.



Grâce à ces opérations à l'étranger, les détachements belges apportent leur soutien via - entre autres - des formations, des entraînements, des conseils, de la surveillance, de l'accompagnement et du suivi, de la logistique, de la construction d'infrastructures (écoles, polycliniques...) et via l'apport de connaissances (droits de l'Homme, droit international humanitaire et de la protection des civils).

Cette cérémonie, co-organisée avec l'équipe du Commandement militaire de la Province, s'est tenue le 8/11 en mon hôtel.

Par ailleurs, il faut souligner les activités communes en matière de devoir de mémoire : participation à des cérémonies en hommage aux victimes des guerres ou le programme « Guerres d'hier, engagements d'aujourd'hui » (GHEA, 24/04) impliquant les élèves de rhétos de plusieurs écoles dans la production d'œuvres qui évoquent cette thématique. Sans compter les activités en matière de solidarité. Il en est de même avec l'organisation du Easy Biker Day (3/6) au profit du Foyer Cornet (pour des personnes handicapées) à Braine-l'Alleud.

Autres activités en lien avec la Défense :

- Rencontre avec le Général Circonscriptionnaire (15/01),
- Réunion de travail entre le Général Goetyncq, les gouverneurs wallons et les commandants militaires de province (05/04),
- Visite des installations de pipelines Louvain – Beauvechain (13/05).

### Visite des CPAS :

- CPAS de Nivelles – maison de repos (10/09),
- CPAS d’Incourt (23/10),
- CPAS de Chastre – épicerie sociale (08/11).



### Les Entreprises

L’une des missions du gouverneur consiste notamment à se faire l’ambassadeur de sa province en ce compris de ses fleurons économiques. Nombreuses entreprises du Brabant wallon sont des leaders européens et mondiaux dans leurs domaines respectifs orientant ainsi l’économie du Brabant wallon vers l’international.



Le Brabant wallon est l'une des régions les plus dynamiques et attractives d'Europe. Afin de mieux appréhender nos atouts et affiner mes connaissances en la matière, je vais donc régulièrement à la rencontre des entreprises. En 2019, j'ai ainsi pu par exemple visiter :

- Automatic System pour son anniversaire à Autoworld (13/06)
- Fact Security (22/02)
- Cap Innove (Nivelles – 15/04)
- Wyfibox (Lasne – 03/10)
- Centre de compétence ID2Move (09/12),

#### Festival musical du Brabant wallon

Le Festival musical du Brabant wallon a connu en 2017 un beau succès en termes de fréquentation mais celui-ci reposait trop sur la qualité de nos partenaires. Dès lors, considérant les demandes du Festival de Wallonie (structure faîtière du festival brabançon), une réflexion a été lancée afin d'intégrer le Festival dans le travail d'un autre opérateur culturel. Ce chantier a abouti à une réforme en 2018 et l'organisation du Festival a été transmise à Musiq3. AG FMBW : 24/01 et 18/03.

#### Situation des infrastructures judiciaires à Nivelles

À la demande des autorités judiciaires, j'ai organisé plusieurs réunions entre ces autorités, le Bourgmestre de Nivelles, le SPF Justice et la Régie des bâtiments afin de soutenir la construction d'un nouveau bâtiment, à côté du Palais de Justice de la rue Clarisse, pour héberger le tribunal de 1ère Instance actuellement logé dans le Palais de Justice de la Place Albert 1er dans des conditions qui nuisent à l'exercice serein de la Justice. Le dossier a pris un nouveau retard en raison de différents changements de normes (métrés par employé, sécurité, etc.) et ces réunions se poursuivront en 2020 afin d'aboutir le plus vite possible.

#### *5.2. Relations internationales et diplomatie*

Les deux priorités du gouverneur en matière de relations internationales portent sur ses compétences en matière de sécurité et sur l'utilisation de ses fonctions diplomatique et de représentation pour soutenir l'économie du Brabant wallon et en faire la promotion.

#### Activités de relations diplomatiques et internationales

Ambassade du Japon (24/01), Réception dans le cadre du jumelage avec le Champs de bataille de Waterloo.

Ambassade du Vietnam (10/09), échanges de vue économiques et politiques à la résidence de l'ambassadeur. Préparation de la mission.

Délégation chinoise – accompagnement et accueil au Mémorial de Waterloo 1815 (18/09).

Déjeuner en compagnie de SE M. Ambassadeur du Vietnam (04/10). Préparation de la mission.

Séminaire mission Vietnam à l'Hôtel du gouverneur avec l'AWEX : 21/03 préparation à la mission.

### Missions à l'étranger

**MIPIM (11-14/03)**: Plusieurs réunions préparatoires, avec e.a., l'in BW et Nivelinvest, se sont tenues pour assurer une présence cohérente du BW à ce salon mondial de l'immobilier. Plusieurs conférences et interventions du gouverneur ont soutenu les partenaires présents. Sans compter la fonction relai et appui pour les promoteurs et développeurs issus du BW.

### **Séminaire mission Vietnam : 21/03**

**Secours Expo (Paris – 06/04)** : Présence et discussions avec les promoteurs du Pavillon orange (planification urgence municipale).

**EENA (Dubrovnik – 09-12/04)** : Colloque annuel et expositions de solutions numériques de l'European emergency number association. Prises de parole lors des débats et rencontres professionnelles sur les thématiques de la communication de crise, des outils d'aide à la décision et des télécommunications.

**Mission AWEX - Vietnam (20/04 au 29/04)** : Chef de délégation de la mission économique AWEX au Vietnam du Sud (Ho Chi Minh Ville et province de Binh Duong). Partenariat avec WBI et plusieurs universités. Accompagnement d'entreprises wallonnes. Séminaires d'échanges. Visites d'entreprises. Visites d'ONG (travail de rue auprès de mineures). Plusieurs prospects réalisés à cette occasion se concluent positivement. Remerciements à nos délégués AWEX et WBI, à notre ambassade, aux entreprises et accompagnants présents.

**Missions Police Gers (07/05 – 12/05)** : Accompagnement du séminaire des chefs de zone de police du Brabant wallon à Mirande (Gers -jumelé avec Tubize). Participation officielle aux cérémonies du 8 mai. Séminaire avec le commandement de la gendarmerie du Gers. Réunion et échanges sur nos responsabilités respectives avec Mme la Préfète. Échanges avec la police nationale à Auch. Team building sur le management de crise dans une distillerie d'Armagnac.

**Smart city expo (19/11 – 21/11)** à Barcelone avec le Président du Collège provincial et l'AWEX. Prise de connaissances des dernières tendances pour les smart cities et la smart police. Rencontres avec des entreprises actives en BW et ailleurs.

**MILIPOL (Paris – 21/11 et 22/11)** : Visite du salon (solutions et systèmes de défense, de police et de sécurité civile) et participation à un séminaire sur la gestion de crise terroriste.

### Visites de courtoisie d'ambassadeurs

À leur demande, le gouverneur reçoit (généralement en son Hôtel) les ambassadeurs accrédités auprès du Royaume de Belgique. Ces visites dites de « courtoisie » ont de multiples objectifs, parmi lesquels nous distinguons en particulier :

Présenter les nombreux atouts que représente le Brabant wallon sur les plans économique, universitaire et culturel.

Approfondir ou développer des échanges bilatéraux.

Rappeler les compétences propres du gouverneur en planification d'urgence, notamment afin de souligner son rôle de SPOC (Single point of contact) en cas de crise qui impliquerait des ressortissants étrangers.

J'associe systématiquement à ces visites : le Collège provincial, l'AWEX (centre du Brabant wallon), l'intercommunale du Brabant wallon (inbw) et la Chambre de Commerce et d'industrie du Brabant wallon (CCIBW).



En 2019, ont été reçus :

- SE Madame Rita KAZRAGNIE, Ambassadeur de Lituanie (21/05),
- SE Monsieur Lilian Darii, Ambassadeur de Moldavie (24/09),
- SE Monsieur KIM Hyung-zhin, Ambassadeur de Corée du Sud (16/10),
- SE Monsieur Martin KOTTHAUS, Ambassadeur d'Allemagne (12/11).

### 5.3. Devoir de mémoire et cérémonies patriotiques



Le devoir d’Histoire comme le devoir de mémoire passent aussi par le maintien de cérémonies qui insistent sur la mémoire des faits qui ont conduit à la Shoah, à quantités de massacres, de morts et d’injustices liés aux guerres ou au terrorisme.

Aussi, je participe régulièrement à ce type de manifestation :

- Hommage à François Bovesse (03/02),
- Cérémonie d’hommage au Monument de la Cavalerie française (14/05)
- Cérémonie d’hommage à Rebecq (22/05),
- Cérémonie d’hommage aux aviateurs (Genappe – 28/05),
- Hommage à A. Bosch (Wavre – 06/08),
- Marche de la Mémoire (Wavre – 13/10),
- Mise à l’honneur des Vétérans du BW (08/11),
- Cérémonie patriotique (Wavre – 11/11),
- 79<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille de Baulers (16/05),
- Inauguration du Mémorial National aux Résistants Armés soviétiques en Belgique (Rebecq – 12/10).

#### 5.4. Réceptions et relations publiques

##### Réceptions organisées par le gouverneur

- Repas des Chefs de Corps au Château de La Hulpe (21/02),
- Cérémonie de clôture « Guerres d’Hier, Engagements d’Aujourd’hui » (Wavre – 03/05),
- Incentive police (Château de la Tournette – 06/06),
- Journée du personnel « Bw Events » (OLLN – 13/06),
- Présentation du nouvel Arrêté royal relatif à la PLANU (14/11),
- Séminaire à l’attention des Directeurs généraux et financiers (06/12),
- Repas de fin d’année du personnel (12/12).



##### Famille royale

En tant que gouverneur, j’accueille et accompagne les membres de la Famille royale lorsqu’ils sont en visite officielle dans la province.

Par ailleurs, j’ai eu l’honneur d’assister à :

- Réception du Nouvel An au Palais Royal (29/01),
- Déjeuner Royal au Palais de Bruxelles (05/06),
- Chapelle Reine Élisabeth (12/06),
- Réception des 18 ans de SAR La Princesse Élisabeth (25/10),
- Journée sur la transition en présence de Sa Majesté la Reine (UCL – 03/12),
- Concert de Noël au Palais Royal (18/12).

## Confréries

J'ai eu le plaisir de décerner une Orchidée du Brabant wallon 2018 à la Confrérie del Tarte Al Djote à l'occasion de la cérémonie des Orchidées du BW qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville de Wavre le 21/09. J'ai également pris part au XXVe Chapitre de la confrérie de Jean de Nivelles le 20/10. En 2019, j'ai participé à un évènement « djote » au Waux Hall de Nivelles le 12/02 et à un évènement lié aux confréries d'Hélécine le 18/08.

## Inaugurations, animations économiques et culturelles, cérémonies et réceptions

L'appui à l'économie prend différentes formes notamment par des mises en contact, la promotion et ma participation à de multiples activités d'animation économique d'initiative publique ou privée. Je fréquente par ailleurs régulièrement les cercles d'affaires actifs en Brabant wallon.



Cela étant, je me rends avec plaisir à de nombreuses autres manifestations à caractère social, culturel, festif, académique, protocolaire ou scientifiques.

J'ai par exemple participé aux manifestations suivantes :

- Vœux du Nouvel an du Collège provincial à Hélécine (10/01), Vœux du Gouvernement wallon (11/01), cocktail du Nouvel An de la CCIBW (14/01), réception du Nouvel An de la Ville de Genappe (16/01), petit-déjeuner et vœux du Commandement militaire du BW (18/01), réception du Nouvel An du Tribunal de 1<sup>ère</sup> Instance (18/01), After Work Police Fédérale BW (18/01), réception du Nouvel An Union Wallonne des Entreprises (22/01), drink de Nouvel An de la Tournette (26/01), Réception Nouvel An de mon

homologue Hervé Jamar (29/01), Cérémonie des Vœux de la Zone de Secours du BW (30/01),

- Séance d’installation inaugurale des Bourgmestres en présence des Ministres de la Région Wallonne (21/01),
- Ordre du Pingouin (Nivelles - 25/01),
- APNU – Nations unies (31/01),
- Trends Gazelles (06/02),
- Inauguration du Salon des Mandataires (14/02),
- Vernissage Biennale de Peinture (Wavre – 15/02),
- Présentation du Lions Club (Genval – 26/02),
- Coup d’envoi symbolique du RER (Braine-l’Alleud – 28/02),
- Inauguration de la station d’épuration de Oisquerqcq (Tubize – 29/03),
- 100 ans de l’Athénée de Nivelles (29/03),
- Ouverture du Genval African Rise (03/04),
- Cercle de Wallonie (Braine-l’Alleud – 29/04),
- Inauguration du Guibert Sports Arena (Mont-Saint-Guibert – 14/05),
- Mise à l’honneur des pensionnés de la Province (17/05),
- Pose de la première pierre Folon (21/05),
- Inauguration du nouveau chai du Château de Bousval (23/05)
- Vernissage Hugo Pratt – fondation Folon (24/05),
- Remise des prix du concours Reine Elisabeth (Waterloo – 28/05),
- Easy Biker Day (02/06),
- Remise des prix Constructiv (Wavre – 06/06),
- Vernissage expo Dominique Fournal (08/06),
- Soirée des Ambassadeurs (Mémorial 1815 – 12/06),
- Table ronde du BW (immobilier) – cercle de Wallonie – Golf des 7 fontaines (25/06),
- Cercle du Lac (05/09),
- Réception à l’occasion du réaménagement de la ligne 22 (12/09),
- Inauguration des Fêtes de Wallonie (12 et 14/09),
- 30 ans de la maison de repos Le Gibloux (Waterloo – 17/09),
- UWE : déjeuner – Cercle du Lac (OLLN – 19/09),
- Départ à la retraite du Procureur du Roi (20/09),
- Cérémonie des Orchidées BW (20/09),
- Journées portes ouvertes de la police de Wavre (22/09),
- Fête de la Communauté française (27/09),
- Survival Firefighter Run (28/09),
- Visite du domaine ONE (07/10),
- Inauguration du Parc d’activité économique de Tubize II (08/10),
- Ouverture du WAFFH (Waterloo – 17/10),
- Inauguration de l’antenne radioamateurs (Nivelles – 18/10),
- Concert de solidarité (Nivelles – 18/10),
- 25<sup>e</sup> anniversaire du Club Soroptimist international Val Brabant (Waterloo – 19/10),
- 24 heures vélo de Louvain-la-Neuve (23/10),
- Anniversaire de Mielabelo (25/10),
- Inauguration du Hall culturel La Sucrierie (Wavre – 09/11),
- Gala de charité – zone de police Nivelles-Genappe (09/11),
- 20 ans du Centre régional AWEX du BW (28/11),

- Commission d'acquisition des œuvres d'art de la province (04/12),
- 1001 nuits (07/12),
- Remise des Awards du Circle Police Leadership (Genval – 13/12),
- Marché de Noël de Genappe (20/12),

### 5.5. Colloques et conférences

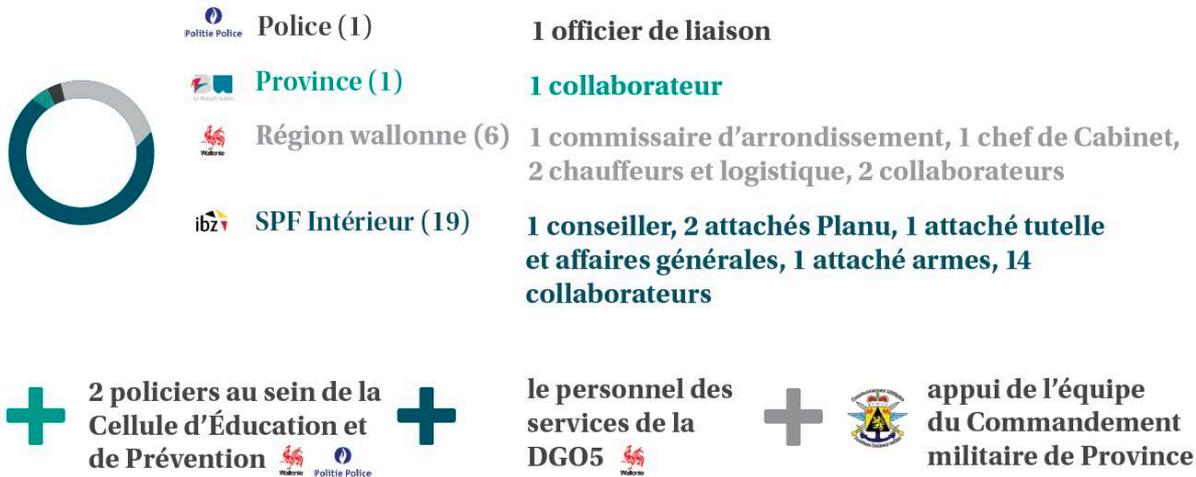
J'ai participé aux colloques et conférences suivantes, la plupart du temps comme intervenant :

- Réunion avec Agoria – numérisation de l'enseignement/formation (13/02),
- RTL House – Communication locale et réseaux sociaux (26/03),
- Conférence de presse « synergies judiciaires » (14/05),
- Colloque Security by Design Bluepoint (Bruxelles – 29/05),
- Intervention à la formation des Commissaires divisionnaires de police à la caserne de Geruzet (Etterbeek – 03/06),
- Intervention au Séminaire de la Zone de Secours BW (19/06),
- Securoad (20/06),
- Congrès Smart city Wallonie (24/09),
- Workshop CEP-DB ADN Police (01/10),
- Lancement de Be-Ready (Braine-l'Alleud, 08/10),
- Accueil de l'AG UWE (09/10),
- SPW : législation cimetières (11/10),
- Congrès interprovincial CPPT (15/10),
- Forum financier du BW – conférence de Mr Pierre Rion (07/11),
- Rencontre du réseau des Conseillers en prévention BW (20/11).

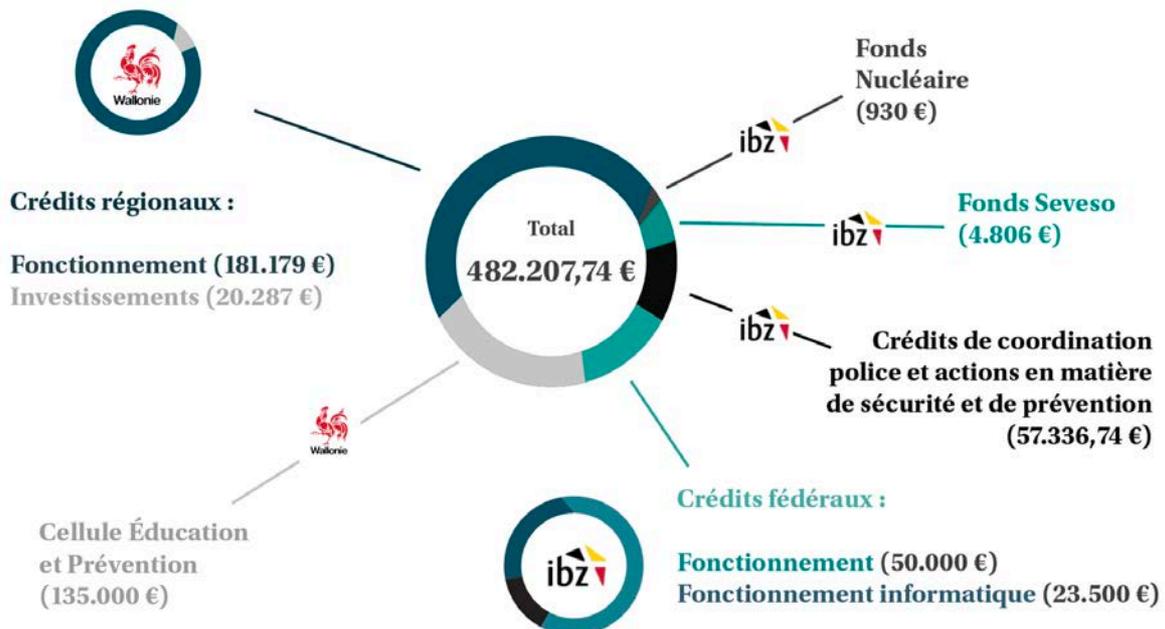


## 6. Cadre et moyens

**UNE ÉQUIPE** (cabinet et services du gouverneur) **29**  : **12**  + **17** 



## UN BUDGET



### Mandats du gouverneur

La Loi prévoit de nombreuses incompatibilités avec la fonction de gouverneur et exercer l'ensemble de mes missions requiert énormément de temps. Dès lors, je n'exerce que deux autres mandats (à titre gracieux), la Présidence du Festival musical du Brabant wallon (en liquidation) et un mandat d'observateur au sein du Conseil d'administration de la Fondation Folon.